

**Le projet de monnaie unique de la Communauté Économique Africaine
(CÉA) : étude de viabilité économique à la lumière de la théorie des
Zones Monétaires Optimales (ZMO)**

Par

Ponce Achille MOUBOUYI MILEMBA

(2750954)

Mémoire de maîtrise

ECO 7997

Directeur de mémoire : Mario SECCARECCIA

Lecteur : Marc LAVOIE

**Département de Science Économique
200, Wilbrod**

Université d'OTTAWA

ÉTÉ 2002

Remerciements

Ce travail est le clou final d'une formation qui fut exaltante. Je dois cet accomplissement à plusieurs bonnes volontés. Merci à mes professeurs, Serge Coulombe, Marcel Mérette, Gabriel Rodriguez et Mario Seccareccia (spécialement pour son support tout au long de ma recherche et pour m'en avoir suggéré le sujet) , qui furent exigeants mais justes . Merci au personnel administratif du département de Science Économique de l'Université d'Ottawa, pour sa disponibilité sans failles et sa bonne humeur de tous les instants : Monique Gruszecki , Luce Laviolette et Irène Paré. Merci à ma Famille, dans son entièreté (parents, amis et connaissances), dont l'enseignement qu'elle m'a donné , s'il fallait le résumer, est : «Rien de valable ne s'obtient sans efforts constructifs ». Une pensée spéciale pour Benjamin Mugangu et Kevin Mougala qui m'ont assisté lors de la révision syntaxique et de la frappe. Mille excuses à tous ceux que j'ai omis mais, comme le dirait la Chimène du Cid, je ne les « hais point » pour autant.

Résumé :

Le présent travail passe d'abord en revue la théorie des Zones monétaires Optimales (ZMO). Certains critères de la théorie des ZMO sont ensuite évalués au sein des économies africaines (degré d'ouverture, degré de diversification) . Il en ressort que les économies africaines sont trop différentes les unes des autres pour que l'on puisse se servir de l'approche des ZMO pour justifier le projet d'union monétaire africaine de la CEA (un résultat auquel étaient déjà arrivés Mundell (1972) et Cobham et Robson (1993). Les raisons pour une telle initiative sont plutôt à regarder du côté de la volonté politique et de la maxime selon laquelle « L'union fait la force »

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Revue de la littérature sur les ZMO..... | 6 |
| (a) La théorie des ZMO au fil du temps..... | 6 |
| a1 Les années 60..... | 6 |
| a2 Les années 70..... | 7 |
| a3 La « nouvelle théorie» | 9 |
| (b) L'application empirique des critères et leurs implications..... | 11 |
| b1 La mobilité des facteurs..... | 11 |
| b2 Le degré d'ouverture de l'économie..... | 12 |
| b3 Le degré de diversification de l'économie..... | 12 |
| b4 Le degré d'asymétrie des chocs..... | 14 |
| (c) Les limites de la théorie et des pistes pour le futur..... | 15 |
| 3. L'intégration régionale en Afrique | 17 |
| (a) Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie)..... | 18 |
| (b) Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)..... | 20 |
| (c) Afrique Centrale (Angola, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Congo-Brazaville, Gabon, Guinée-Équatoriale, Rwanda, Sao Tome e Principe, Tchad)..... | 23 |
| (d) Afrique Orientale (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Somalie) | 24 |
| (e) Afrique Australe (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe) | 25 |
| (f) Océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) | 26 |
| (f) Les efforts d'intégration au niveau continental..... | 27 |
| 4. Application de critères des ZMO à l'Afrique..... | 29 |
| (a) Présentation de quelques études faites sur l'Afrique, à l'aide de la théorie des ZMO | 29 |
| (b) État des critères de la théorie des ZMO en Afrique | 33 |
| b1 Le taux de croissance et le taux d'inflation | 33 |
| b2 Degré d'ouverture des économies..... | 37 |
| b3 Degré de diversification et répartition sectorielle des économies..... | 40 |
| b4 Des critères de convergence | 43 |
| b5 Discussion..... | 44 |
| 5 Conclusion | 47 |
| Annexe 1 Taux d'inflation et taux de croissance..... | 50 |
| Annexe 2 Degré d'ouverture..... | 57 |
| Annexe 3 Degré de diversification et structure industrielle des économies | 64 |
| Annexe 4 Déficit/Surplus et consolidation des réserves de change..... | 66 |
| Bibliographie..... | 68 |

1.Introduction

Le phénomène de mondialisation ne laisse personne indifférent. Aujourd'hui, la Terre est devenue un village planétaire dans lequel les facteurs de production sont censés se déplacer librement, abstraction faite de barrières, dont les plus importantes sont d'ordres administratif et légal. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) tente d'harmoniser les règles commerciales, tout en accommodant les différences culturelles. Les mouvements de protestation aux dernières réunions des institutions de Bretton Woods, Fonds Monétaire International (FMI) et Banque Mondiale (BM), ou lors des plus récentes réunions du G8 sont l'expression des craintes que nourrissent une bonne partie de la population mondiale face aux doctrines du capitalisme triomphant. Chaque camp, les pour et les contre, s'organise. Ainsi, pendant que le sommet économique de Davos se tenait à New York (États-Unis), un contre-sommet économique et social se déroulait à Porto Alegre (Brésil).

Il se trouve qu'on a l'impression grandissante que la part des exclus, des oubliés de la croissance économique, dans la population mondiale, ne fait que grandir. Le cas de l'Afrique, dont la majorité des pays, malgré les remèdes du FMI et de la BM au mieux stagner, sinon régressent en est la parfaite illustration (Naiman, R. et N. Watkins, 1999). De plus, la tendance sur tous les continents est au regroupement économique (ALÉNA, MERCOSUR, Union Européenne (UE), ASEAN, etc.). Qui plus est, avec l'avènement de l'euro, le système monétaire international tend à se cristalliser autour de 3 monnaies dominantes : le dollar

américain, l'euro et le yen. Le fait que les économies les plus florissantes soient convaincues de la nécessité de se constituer en ensembles économiques assez intégrés est un argument suffisant pour que les autres, dont celles du continent africain, en fassent autant. Bien évidemment, pour qu'il accepte une éventuelle union, un pays doit être convaincu des avantages nets (par rapport à sa situation initiale) que l'union lui apportera. La théorie des Zones Monétaires Optimales (ZMO) peut aider à évaluer les conséquences d'une union économique pour un pays donné.

Robert Mundell, prix Nobel d'économie 1999, a initié 3 domaines importants pour la théorie économique : le modèle Fleming-Mundell, l'économie orientée vers l'offre et la théorie des ZMO (voir Salvatore, 2000). La théorie des ZMO définit les critères pour que des économies se regroupent au sein d'une union monétaire, aboutissement ultime de toute forme d'union économique.

Une union monétaire est l'adoption par les pays membres d'une monnaie unique ou de monnaies séparées avec les accords de taux de change suivants :

- (1) Une parité fixe et irrévocable ;
- (2) L'élimination des marges de fluctuation entre les taux de change ;
- (3) La convertibilité totale et irréversible des monnaies entre elles ;
- (4) et la liberté totale des mouvements de capitaux (Tavlas, 1993).

La "sainte trinité" de la ZMO est constituée de Mundell (1961), de McKinnon (1963) et de Kenen (1969) qui ont respectivement identifié les critères suivants : la mobilité des facteurs de production, le degré d'ouverture de l'économie et le degré de diversification de l'économie. Certains, dont Ingram

(1969), ne trouvaient pas la question des ZMO pertinente. L'histoire allait en décider autrement.

Le long processus qui a mené à la naissance de l'euro et l'éclatement de l'ancienne zone rouble font partie des événements qui ont mis la théorie des ZMO sous les feux de la rampe. Mundell est considéré comme le "père de l'euro" (Financial Post, 2001). La théorie des ZMO tend essentiellement à évaluer les critères définis plus haut, ou les critères secondaires qui en découlent, pour en faire ressortir les coûts et les bénéfices, en termes d'inflation et de chômage, que représenterait pour un pays le fait de se lier à un autre. L'effet net obtenu devient ainsi un indicateur de l'opportunité de cette union.

La mondialisation et les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) font que les marchés financiers fonctionnent en temps réel et de façon ininterrompue. La volatilité des capitaux à court terme et les humeurs imprévisibles des acteurs de la sphère financière sont des sources potentielles de graves crises, telles que celles que nous avons pu observer, en 1997 et en 1998, dans les pays émergents d'Asie du Sud-Est. Comme nous le verrons plus tard, une zone monétaire assez vaste a des effets stabilisateurs et éloigne les vellétés de spéculation. Les monnaies nationales africaines sont marginalisées sur l'échiquier du système monétaire international, du fait de leur poids négligeable. Par conséquent, les économies africaines encaissent les coups des soubresauts de l'économie mondiale, sans pouvoir y réagir pour en atténuer les incidences. Une Afrique monétairement intégrée ferait mieux face aux conjonctures de l'économie mondiale.

Le but de notre étude est d'appliquer certains critères de la théorie des ZMO à l'Afrique, pour en dégager les implications économiques pour une éventuelle union monétaire dans cette partie du monde. Nous nous intéresserons aux taux d'inflation et de croissance et aux degrés d'ouverture et de diversification des économies. Comme nous le verrons, les grandes disparités qui existent entre les économies africaines ne permettent ni de penser que la convergence macroéconomique sera possible à court ou à moyen terme, ni de s'appuyer sur la théorie des ZMO pour défendre l'unification monétaire de l'Afrique. C'est une situation que Mundell (1972) et Cobham et Robson (1993) ont soulignée, en leur temps.

C'est une question d'actualité, vu le contexte actuel de l'économie mondiale et surtout avec la naissance de l'Union Africaine (UA), qui a adopté le concept de la Communauté Économique Africaine (CÉA) dont un des objectifs est la création d'une monnaie unique africaine. Nous sommes convaincus qu'à l'instar de ce qui s'est fait pour l'Europe, de plus en plus d'études appliqueront le cadre théorique des ZMO à l'Afrique ou du moins à certaines de ses régions. Ceci est notre modeste pierre à cet édifice.

Le reste du travail sera articulé comme suit : dans la partie 2 nous ferons un survol de la littérature sur les ZMO ; la partie 3 sera un recensement des Communautés Économiques Régionales (CÉR) en Afrique ; la partie 4 sera une application pratique de la théorie des ZMO à l'Afrique et nos conclusions suivront dans la partie 5

2. Revue de la littérature sur les ZMO

Comme nous l'avons dit précédemment, la théorie des ZMO a fait l'objet d'une attention particulière du fait de facteurs d'actualité, notamment avec le long cheminement qui a abouti à la naissance de l'euro. Cet intérêt a conduit de nombreux chercheurs à se pencher sur la question. Nous allons présenter certaines de ces études¹. Nous en dégagerons les contributions tant au niveau des spécifications de critères aidant à répondre à la question implicite des ZMO, que de la validité de ces critères. Puis nous en dégagerons les limites.

(a) La théorie des ZMO au fil du temps

a1 Les années 60

Tout commence avec Mundell (1961). Pour lui, une ZMO est une aire géographique à l'intérieur de laquelle les facteurs de production sont mobiles; ceux-ci étant immobiles vis à vis de l'extérieur. Mundell pense essentiellement au facteur travail. Dans son idée, cette mobilité des facteurs combinée, à une stabilité

¹ Le lecteur intéressé peut aussi regarder Beine (1999) et Lafrance et St-Amant (1999).

des prix relatifs, résoudrait les problèmes de chômage et d'inflation au cas où un choc structurel surviendrait dans une des parties de la région.

McKinnon (1963), met l'emphase sur le degré d'ouverture de l'économie. Il définit ce degré d'ouverture comme le ratio des biens non échangeables sur les biens échangeables. Il entend par biens non échangeables, des biens qui n'entrent pas dans le commerce avec l'extérieur du fait de certaines contraintes, notamment le transport. Il précise encore un peu plus le concept de mobilité des facteurs en distinguant la mobilité géographique des facteurs entre les régions (celle de Mundell, 1961), de la mobilité des facteurs entre les industries. Plus une économie est ouverte, mieux elle est faite pour intégrer une ZMO.

Kenen (1969) introduit le degré de diversification d'une économie, qu'il voit comme un pré requis à la mobilité interne des facteurs. Si une économie est diversifiée, elle est plus à même de retirer des avantages en se liant avec d'autres économies. Il se créera des complémentarités. Il déclare aussi que les domaines géographiques de la zone monétaire et de la politique fiscale doivent coïncider (la zone euro contredit cette affirmation). Il est intéressant de noter que par «diversifiée», Kenen (1969) a en tête une économie ayant des industries dont les produits exportés sont compétitifs et non une économie exportant des biens variés (voir Nana-Sikam, 1978).

a2 Les années 70

C'est la période où se met en place la théorie «traditionnelle» des ZMO. Aux trois critères principaux d'autres, secondaires, s'adjoignent. Le plus important parmi eux est le degré d'asymétrie des chocs réels affectant les économies d'une ZMO. L'idée est que si des économies sont affectées assez semblablement par un choc, le recours au taux de change pour rééquilibrer leur balance commerciale respective sera moindre, sinon inutile, dans la mesure où celles-ci s'équilibreront toute seule.

L'équilibre sera parfait si les économies subissent le choc avec la même amplitude. Cela nous amène à la structure des économies respectives comme facteur de décision. Imaginons deux économies, A et B, ayant des structures industrielles assez semblables : au cas où l'industrie textile de la sous-région A serait en problème, ses travailleurs rejoindraient l'industrie textile de la sous-région B. De ce fait, il n'y aurait ni chômage, ni inflation dans l'union. A côté de l'amplitude des chocs subis, il y a aussi la réponse aux chocs ou plus précisément, la vitesse à laquelle les économies reviennent à la situation pré-perturbation. Des économies qui réagissent de la même façon à un choc sont de bonnes candidates à une union monétaire, car elles réagissent déjà comme si elles ne formaient qu'une seule et même économie. L'intégration des marchés financiers, des marchés des biens et de la politique fiscale rendent inutile le recours à l'instrument du taux de change. Le degré de flexibilité des prix et des salaires, avec ses avantages en terme d'inflation et d'emploi, est aussi considéré comme un critère.

La théorie traditionnelle se base sur une étude des coûts et des bénéfices, à l'aune des critères, pour se prononcer sur la participation ou non d'un pays

(région) à une union monétaire. Le coût essentiel est la perte de l'indépendance de la politique monétaire et donc celui d'influencer les niveaux d'inflation et d'emploi. Les bénéfices sont multiples. Mundell (1973) les a regroupés en six catégories :

- le principe d'assurance, du fait que le risque est partagé entre tous les membres de l'union;
- le principe d'internalisation, qui provient de l'économie des réserves qui étaient nécessaires à ce qui constituait auparavant une part du commerce extérieur ;
- le principe d'inventaire, avec les économies d'échelles dues à l'étendue des coûts de transaction avec ce qui était avant l'«extérieur»;
- l'intermédiation, la monnayabilité de la monnaie augmentant;
- l'information, la monnaie devient un meilleur vecteur d'information du fait que les renseignements sur sa valeur repose sur une zone plus grande;
- et l'innovation : la nouvelle monnaie agissant sur une zone plus étendue que les monnaies respectives des pays qui se sont unis, elle est plus stable et résiste donc mieux aux spéculateurs.

a3 La « nouvelle théorie»²

La fin des années 1970 et le début des années 1980 ont vu la simultanéité de taux de chômage et d'inflation élevés dans de nombreux pays développés,

² Le qualificatif de «nouvelle» est emprunté à Tavlas (1993).

contredisant la courbe de Phillips et son implication d'un arbitrage de long terme entre l'inflation et l'emploi. Dans ce cas l'argument de l'outil du taux de change comme balance entre l'inflation et le chômage ne tenait plus. Il fallait aussi tenir compte de la cohérence dynamique : la politique monétaire annoncée par les autorités doit être considérée par le public comme celle qui sera appliquée, faute de quoi les agents vont faire des anticipations d'inflation autres que celles prévues par le gouvernement. Les autorités monétaires doivent donc être crédibles (par un long passé de politique anti-inflationniste, par exemple). Un moyen pour un pays peu crédible en matière de politique inflationniste de résoudre ce problème est de se lier avec un pays qui a fait ses preuves en la matière. La surveillance mutuelle est aussi une solution au problème de crédibilité. La «nouvelle» théorie a adopté une démarche formalisée et pris en compte des enseignements issus du fédéralisme fiscal (Beine, 1999).

La «nouvelle» théorie tient compte du fait que les critères analysés évoluent forcément dans le temps. C'est ainsi que certaines études (exemple : Beine et Docquier, 1998) introduisent des aspects dynamiques dans leur modèle.

Les différentes études qui ont été menées sur l'UE (Sala-I-Martin et Sachs, 1991; Eichengreen, 1991; Pisani-Ferry, 1997) n'allaient pas dans le sens d'une union monétaire entre ces pays³. Pourtant cela s'est fait, grâce à la volonté politique. Cette volonté politique se traduit notamment dans le fédéralisme

³ Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal .

budgétaire, afin d'atténuer les disparités régionales. La volonté politique n'est donc pas quantité négligeable.

(b) L'application empirique des critères et leurs implications

b1 La mobilité des facteurs

Beine et Docquier (1998) trouvent qu'elle est désirable en présence de chocs permanents; mais que, de façon générale, elle augmente le coût de l'union si les chocs sont temporaires. Nana-Sikam (1978) pense que ce critère, quoique séduisant sur le plan théorique, est inapproprié. Pour Ricci (1997), les bénéfices nets augmentent avec la mobilité internationale du travail. Il est juste de penser que des pays contigus ou pas trop éloignés sont de bons candidats pour des unions monétaires à l'intérieur desquelles l'argument de Mundell (1961) tiendrait (les déplacements prenant moins de temps, ce qui fait penser à un ajustement instantané). Gosh et Wolf (1994), ont utilisé l'approche d'optimisation algorithmique appliquée en génétique pour en arriver à définir des groupements monétaires optimaux. Ils ont non seulement obtenu une corrélation faible entre la proximité géographique et le regroupement monétaire optimal, mais aussi que les unions contiguës sont dominées par les unions non contiguës.

Comment mesure-t-on la mobilité du travail ? Une approximation est basée sur les migrations. Tout le problème réside dans la façon d'extraire les

travailleurs de la masse totale des immigrants. Au-delà des tracasseries légales, il y a aussi des entraves culturelles à la libre circulation des personnes, la plus évidente étant la langue. Autant ce critère est séduisant, autant il est malaisé de le mesurer et donc d'évaluer son impact.

b2 Le degré d'ouverture de l'économie

Canzoneri et Rogers (1990) concluent que le degré d'ouverture des économies de l'UE en fait une ZMO potentielle. Ricci (1997) considère la mesure décisive du degré d'ouverture de l'économie comme étant la part des dépenses domestiques en biens étrangers par rapport aux biens produits dans le pays, ce qui est plus précis que l'idée de McKinnon (1963) qui résonnait en termes de biens échangeables et de biens non échangeables. Il trouve au degré d'ouverture une influence ambiguë sur les bénéfices nets. Beine et Coulombe (2001) mesurent l'ouverture en calculant le ratio des exportations et des importations sur le PIB.

Beine et Docquier(1998) rappellent que le degré d'interdépendance des économies s'applique à la fois aux coûts et aux bénéfices d'une union monétaire possible. De ce fait, il est fort probable que son effet net sera mitigé.

b3 Le degré de diversification de l'économie

Beine et Coulombe (2001) trouvent que l'Ontario et le Québec qui, comme les États-Unis, ne sont pas des exportateurs nets de matières premières, auraient tout intérêt à adopter le dollar américain, du point de vue économique. Il y a plusieurs façons de mesurer le degré de diversification de la structure de production, essentiellement liées au degré de désagrégation des données utilisées. L'union d'économies ayant des structures identiques sera un ensemble dont la structure sera la même que celles de ses économies constitutives. Les effets de cette union sur les économies, en termes de mesures d'accompagnement et de politiques de compensation, seront moindres.

Plus que les critères analysés plus haut, le degré de diversification renvoie à l'idée de la nature des chocs que nous traiterons plus tard. Pour Krugman (1993) l'intégration monétaire pousse à la spécialisation régionale, chaque région se concentrant sur le secteur dans lequel elle possède des avantages comparatifs. Pour Krugman (1993) cela augmente l'asymétrie des chocs. Néanmoins des analyses empiriques, telle que celle de Frankel et Rose (1997) qui ont analysé la nature endogène du commerce international et les corrélations des cycles économiques, suggèrent plutôt que l'intégration économique renforce le caractère symétrique des chocs. En utilisant des données sur le commerce bilatéral et les cycles économiques, se rapportant à 12 pays industrialisés et sur une période de plus de 30 ans, ils en viennent à l'affirmation que les pays avec des liens commerciaux forts tendent à avoir des cycles économiques plus corrélés.

b4 Le degré d'asymétrie des chocs

Les chocs sont non observables, mais on les ressent. Pour les évaluer, on a donc souvent recours à des modèles économétriques.

Eichengreen (1991) utilise les taux de changes réels comme une mesure standard de l'ampleur de l'asymétrie des chocs.

Bayoumi et Eichengreen (1994) utilisent un modèle VAR pour identifier les chocs d'offre agrégée et de demande, ainsi que les réponses à ces chocs. Ce faisant, ils sont à même d'identifier les groupes de pays les mieux indiqués pour former une union monétaire. Ils utilisent les taux de croissance de l'économie et l'inflation.

Eichengreen (1991), en comparant la situation de l'UE avec celles du Canada et des États-unis, et Bayoumi et Eichengreen (1994) en viennent à la même conclusion : L'UE n'est pas une ZMO.

Ricci(1997) trouve que les bénéfices nets d'une union augmentent avec la corrélation des chocs réels, avec la variance des chocs monétaires étrangers ou avec la corrélation des chocs monétaires entre les pays. De plus, une corrélation positive entre les chocs monétaires et les chocs de demande domestique ou une corrélation négative entre les chocs monétaires et les chocs de demande étrangère (hors de l'union monétaire) accroissent les bénéfices nets des pays domestiques (union monétaire).

Beine et Docquier (1998) trouvent qu'un accroissement du degré d'asymétrie des chocs de demandes nationales entraîne des coûts significativement plus élevés, en termes de chômage et de volatilité des revenus.

Les études portant sur les asymétries de chocs se rapportent à des données sectorielles ou à des données macroéconomiques agrégées. Les études, tout en distinguant les chocs de demande (effet temporaire) des chocs d'offre (effet permanent), ne tiennent pas compte des chocs de politiques économiques.

(c) Les limites de la théorie et des pistes pour le futur

La théorie « traditionnelle » ignore les gains en terme de crédibilité et met l'emphase sur des variables réelles. Ainsi les coûts associés à la perte du droit du seigneurage (le droit d'émettre sa propre monnaie), ne sont pas considérés.

La théorie « traditionnelle » et la « nouvelle » théorie sont d'accord sur les critères et sur leurs incidences. Malheureusement, les critères ne pointent pas toujours dans la même direction, et certains sont parfois même ambigus. Nous ne disposons pas d'indices pour en préférer un à un autre ; ce choix reste subjectif pour chaque pays, selon ses objectifs et selon sa vision économique.

L'importance de l'aspect politique, tant au niveau fiscal (voir Sala-I-Martin et Sachs, 1991), au niveau de la politique économique comme nous l'avons souligné pour les chocs, qu'au niveau de la volonté politique de s'unir envers et contre une certaine logique économique, n'est pas considérée à sa juste mesure par la théorie.

Le caractère statique des critères considérés explique sans doute le manque de consensus et doit nous interpeller quant au caractère « indicatif » de la théorie. Néanmoins, *ceteris paribus*, on peut améliorer la théorie.

Mélitz (1995) identifie 5 questions auxquelles la théorie est incapable de répondre de façon valable dont celles-ci :

- (1) La théorie se réfère-t-elle à un modèle à 2 pays ou à un modèle à 3 pays? Si l'on considère le monde comme étant constitué de 2 pays alors, avec l'union, l'outil du taux de change disparaît. Mais si le monde comporte trois pays et que seulement 2 pays se lient, l'union et le 3^{ème} pays joueront avec le taux de change, l'un vis à vis de l'autre.
- (2) Comment la politique monétaire entre-t-elle dans la théorie? L'avantage considéré par la théorie, au niveau de la politique monétaire, est en termes de gain de crédibilité. Cependant, il n'est pas certain que le public transfère automatiquement la confiance qu'il a en une Banque Centrale aux autres Banques Centrales avec lesquelles celle-ci se lierait.
- (3) Dans l'analyse, quelle est la nature de la fonction d'utilité? Habituellement, les coûts et les bénéfices d'une union monétaire sont traités de façon séparée, sans même que l'on essaie d'introduire dans l'analyse une fonction générale de bien-être. Une méthode qui évaluerait ces coûts et ces bénéfices simultanément nous permettrait de mieux nous prononcer sur la désirabilité d'une union.

Méltitz (1995) suggère d'adopter une structure d'équilibre général, ce qui nécessiterait une fonction d'utilité sociale qui intègre et les coûts et les bénéfices d'une union monétaire.

Beine (1999) voit l'élaboration d'un modèle à trois pays, avec les dimensions dynamiques et monétaires prises explicitement en compte, comme un défi lancé à la littérature sur les ZMO. Le défi semble encore non relevé à ce jour⁴.

La théorie des ZMO est donc encore perfectible. Connaîtra-t-elle encore une fois des avancées au gré des événements ou sera-t-elle raffinée à huis clos dans les départements d'économie?

La deuxième option nous semble improbable et n'est pas souhaitable, car toute théorie a besoin d'un cadre pratique pour se développer. Si ce sont les événements qui lui servent de catalyseur, L'Union Africaine naissante, et son projet de monnaie unique, pourrait à la fois la faire avancer et en tirer profit.

3. L'intégration régionale en Afrique

Les chiffres relatifs au poids démographique et économique du continent traduisent parfaitement les conditions de vie précaire de la plupart de ses habitants⁵. En 1998, l'Afrique représentait : 12% de la population mondiale ; 2% du PIB mondial ; 2,2% des exportations mondiales ; 2,6% des importations

⁴ Nous n'avons pas trouvé une telle modélisation dans les études que nous avons parcourues.

⁵ Selon le document NPDA (2001), 340 millions de personnes, soit la moitié de la population, vivent avec moins de 1US\$ par jour.

mondiales et 1,6% des investissements directs étrangers (Commerce Extérieur, 2000). En ajoutant à cela les nombreuses zones de conflit et la menace grandissante que constitue le SIDA, le visage de l'afro pessimisme se profile à l'horizon.

Loin d'être inéluctable, cette réalité appelle à une mobilisation de toutes les bonnes volontés d'où elles viennent, en général, et africaines en particulier. Les Africains n'ont jamais perdu de vue l'importance de se regrouper afin d'avoir plus de poids dans les négociations internationales.

A l'ère des indépendances, les chantres du panafricanisme (Nkrumah, Nasser, etc.) ont fondé l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui devait déboucher sur un gouvernement continental. Au niveau régional, il y a des communautés économiques. Nous allons maintenant passer en revue les différentes Communautés Économiques Régionales (CÉR), pour aborder par après les projets englobant tout le continent⁶.

(a) Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie)

A l'exception du Soudan et de l'Égypte, tous les États cités plus la Mauritanie sont membres de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

⁶ La plupart des informations sont tirées de Commerce Extérieur (2000), sauf indications contraires.

Elle a été créée le 17 février 1989 à Marrakech (Maroc), à la suite du sommet de Zéralda (Algérie) de juin 1988. Cet ensemble est miné par le différend algéro-marocain au sujet de la question du Sahara occidental. Ainsi la frontière algéro-marocaine est fermée. L'embargo dont la Libye est l'objet doit aussi expliquer le peu d'avancées dans l'édification d'une intégration régionale. Il faut aussi signaler que certains États, tels que le Maroc et la Tunisie, négocient individuellement leurs conditions d'accès au marché de l'UE, un exemple lourd de conséquence pour l'homogénéité de la politique économique extérieure de l'UMA. Le commerce intra-régional est assez stable (voir Tableau 1). Ce n'est pas pour autant que le personnel de l'UMA ne travaille pas⁷.

L'UMA était, jusqu'en mars 1999, gelée depuis décembre 1995. Néanmoins, durant cette période l'Union a fonctionné avec des dépenses budgétaires limitées. Des études ont été menées à terme, dont celle concernant la «Stratégie de développement commune». Comme on peut le lire dans l'Intelligent (2002a, p.47) :

« Les instances de l'UMA ont tenu, de février 1989 à ce jour, 256 réunions. Elles ont abouti à la signature de 37 conventions couvrant tous les domaines possibles. Seules 7 d'entre elles sont aujourd'hui ratifiées, c'est-à-dire applicables. Mais aucune n'est entrée en application (...) une convention doit être appliquée par les cinq États membres ou pas du tout ».

On ne peut que féliciter le staff de l'UMA pour son acharnement. Bien que le VII^e sommet, prévu du 21 au 22 juin ait été reporté à une date ultérieure, il n'y

⁷ Le paragraphe qui suit est basé sur l'Intelligent (2002a,b).

a pas raison de douter de la possible renaissance de l'UMA. La balle est maintenant dans le camp des chefs d'États.

(b) Afrique de l'Ouest ⁸(Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée le 28 mai 1975 à Lagos (Nigeria). Avant de nous y intéresser davantage, regardons d'abord un autre ensemble économique de cette zone: l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

Instituée le 10 janvier 1994, à la suite de la dévaluation du Franc CFA (FCFA)⁹, et entrée en vigueur en janvier 1995, l'UEMOA regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo; ces pays ont en commun l'usage du FCFA. En 1993, les pays membres ont institué cinq indicateurs pour piloter le processus de convergence macroéconomique. Cependant plusieurs aspects rendaient ce système limité (absence de sanctions, pas de consultation entre les membres, indicateurs non pertinents pour la solidarité de la politique fiscale) (voir Masson et Pattilo, 2001). En décembre 1999 un nouveau pacte de Convergence, Stabilité, Croissance et de Solidarité fixe la période 2000-2002 comme celle de la convergence et la période

⁸ En plus de Commerce Extérieur (2000), cette partie repose aussi sur Masson et Pattilo (2001).

⁹ De 1 Franc Français (FF) pour 50 FCFA auparavant, la nouvelle parité est de 1FF pour 100FCFA.

2003 et après comme celle de la stabilisation. Le critère fondamental devient l'équilibre ou le surplus de la balance fiscale.

Le pacte inclut un mécanisme de sanction pour les pays ne se conformant pas au critère du déficit. L'UEMOA bénéficie d'une banque centrale régionale (BCEAO), d'une banque de développement (BOAD) et d'une bourse régionale (BRVM). Le commerce intra UEMOA est en constante amélioration (voir Tableau 1).

La moitié (huit sur seize) des pays de l'UEMOA sont donc engagés dans une dynamique d'intégration économique certaine. Qu'en est-il des huit pays restant?

La «deuxième zone monétaire» de la CEDEAO aura l'«eco» comme future monnaie commune et regroupera 5 pays(Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone). Lors du sommet de l'UEMOA à Lomé (Togo) en décembre 1999, la création de cette zone a été fixée à 2003, elle devra fusionner avec l'UEMOA d'ici à l'an 2004. Bien qu'une telle perspective soit séductrice, les délais impartis, au vu de l'expérience européenne qui avait de meilleures prédispositions, ne sont pas réalistes.

Entre autres entraves, il y a le poids du Nigeria : 50% de la population de et 1^{er} PIB. Au stade actuel, on ne peut que féliciter les États pour l'engagement pris. Il ne reste plus qu'à traduire la volonté politique en acte¹⁰.

En 1975, la CEDEAO crée la chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) ; preuve d'un souci de coopération monétaire. Visant

¹⁰ Le paragraphe qui suit est basé sur BCEAO (2000).

essentiellement à pallier l'inconvertibilité de la plupart des monnaies nationales, la CCAO devient l'agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) avec pour mission additionnelle la supervision de la mise en oeuvre du programme de coopération monétaire, dans le cadre du projet de création de la zone monétaire unique, en gestation depuis 1983. C'est ainsi que les États membres devront respecter les critères de premier rang suivants, à l'orée de 2003.

- La consolidation des réserves de change, qui devront représenter au moins 6 mois d'importations des biens et services;
- le plafonnement:
 - à 4%, du ratio du déficit du budget global, base engagements et hors dons, sur le PIB.
 - à 5% du taux d'inflation, calculé en glissement annuel;
 - et à 10% des recettes fiscales de l'année antérieure du montant des avances des Banques Centrales aux États.

Les critères définis ci-haut se rapportent au processus de convergence macroéconomique. Pour la matérialisation de la Zone monétaire unique trois phases successives ont été identifiées :

- d'abord, l'harmonisation des règles de gestion économique et financière, la redynamisation du système de compensation de l'AMAO et la revue des transactions éligibles à ce processus;
- ensuite, la revue des ajustements économiques et l'harmonisation des fiscalités intérieures;

- et enfin la fixation irrévocable des parités des monnaies des États membres et la création de la Banque Centrale unique de la communauté.

Des trois pays restant, le Cap-Vert a lié sa monnaie à l'euro, grâce à l'aide du Portugal; la Mauritanie possède sa propre monnaie (ouguiya) et le dollar libérien est lié au dollar américain.

(c) Afrique Centrale (Angola, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Congo-Brazaville, Gabon, Guinée-Équatoriale, Rwanda, Sao Tome e Principe, Tchad)

La Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) a été créée le 18 octobre 1983. Les guerres, à l'intérieur ou entre certains des pays membres (Rwanda et RDC, notamment) ne font pas de la CEEAC un cadre serein de concertation. De plus certains pays (Angola, Burundi, RDC, Rwanda) appartiennent à d'autres communautés économiques plus dynamiques.

Il y a tout de même la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEMAC), alter ego de la CEDEAO. Créée le 16 mars 1994, elle regroupe 7 pays : Cameroun, République Centrafricaine, Congo-Brazaville, Gabon, Guinée-Équatoriale, Sao Tome e Principe et Tchad. La CEMAC a le FCFA comme monnaie commune, elle dispose d'une banque centrale (BEAC) et elle est dotée d'un tarif extérieur commun (depuis le 1^{er} juillet 1998) avec la

suppression des droits de douane inter-pays. Un projet de bourse régionale est pour le moment mis en veilleuse.

La CEEAC ne possède pas de projet de zone monétaire unique, à l'instar de la CEDEAO. Notons seulement qu'il y a en son sein une puissance sous-régionale (Angola), un sous-continent aux formidables richesses géologiques (RDC) et un pays aux industries dynamiques (Cameroun). De façon générale, c'est une zone extrêmement favorisée par la nature (hydrologie, mines, forêts).

On remarque que la CEEAC est boudée par ses membres. Alors que certains pays sont plus impliqués dans la CEMAC, d'autres ne voient pas clairement les avantages qu'ils en retirent. C'est ainsi que le Rwanda est assez en retrait des activités de l'organisation (Commission Économique pour l'Afrique, 1998, p.25). La position « géo-centrale » de la région explique que nombre de ses membres appartiennent à d'autres CÉR. Loin de constituer un frein, cela pourrait faire de cette région le point de convergence des autres CÉR.

(d) Afrique Orientale (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Somalie)

Le marché commun des États de l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA) est le plus vaste ensemble sous-régional, avec 21 membres (Angola, Burundi, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, RDC, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie, Zimbabwe). Il a été établi le 8 décembre 1994 à

Kampala (Ouganda). Il est prévu l'instauration d'un tarif extérieur commun pour 2004 et une union monétaire pour 2025. Cette communauté, de par sa taille et la diversité de ses membres, constitue un laboratoire pour un projet à plus grande échelle. L'objectif de 2025 doit être précédé d'étapes clairement définies.

Des zones de conflits subsistent, et le Marché a pour un de ses objectifs la promotion de la paix et de la sécurité, étant entendu que ce sont des facteurs essentiels au développement économique.

(e) Afrique Australe (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe)

La zone Rand regroupe L'Afrique du Sud, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland. La banque centrale d'Afrique du Sud définit la politique monétaire basée sur une cible d'inflation. Les 3 autres banques centrales tout en émettant leurs monnaies, doivent en posséder la contre-valeur en avoirs étrangers. Le Rand, la monnaie sud-africaine, flotte vis à vis des monnaies dominantes.

L'ensemble le plus intéressant de cette région est la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC, en anglais). Elle a été créée le 17 août 1992 à Windhoek (Namibie), et elle regroupe 14 pays (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, RDC, République Unie de Tanzanie, Seychelles, Swaziland, Zambie, Zimbabwe). Le leadership de l'Afrique du Sud tant sur le plan politique qu'économique est incontestable : avec

1/5^e de la population, elle compte pour 3/4 du PIB. La Communauté se fixe pour objectif, entre autres de «créer une meilleure coopération économique et une meilleure intégration régionale sur la base de l'équilibre, de l'équité et du bénéfice mutuel» (Commerce Extérieur, 2000).

Nous ne saurions clore ce volet sans citer ces paroles de S.E. Alex Erwin, ministre sud-africain du Commerce, lors d'une conférence de la SADC sur le Commerce et l'Investissement:

«Southern Africa will have to consider forming a currency union if the region truly wants to develop its full economic potential (...) if we are serious about economic integration some form of currency and payments unification is going to have to come» (East African Standard, 1998).

(e) Océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles)

La Commission de l'océan Indien (COI) regroupe les 4 pays africains cités plus l'Île de la Réunion, entité française. Depuis le 1^{er} janvier 2000, les droits de douane sont totalement abolis. Cependant, le commerce intra régional est très faible, de l'ordre de 3% du commerce de l'ensemble de ces pays en 1997 (Commerce Extérieur, 2000).

Comme nous l'avons vu plus haut, ces pays sont membres de la COMESA et/ou de la SADC.

(f) Les efforts d'intégration au niveau continental

L'engagement des pays de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour l'institution d'une Communauté Économique Africaine (CÉA) à l'horizon 2025, date du sommet d'Abuja (Nigeria) de juin 1991. Le traité l'instituant s'appesantit, entre autres, sur :

- Les « Communautés économiques régionales »(Chapitre IV);
- L'«Union douanière et la libéralisation des échanges»(Chapitre V);
- La « Libre circulation des personnes, droits et paiements»
(Chapitre VII);
- Les «Transports, communication et tourisme»(Chapitre X);
- La «Normalisation et système de mesures»(Chapitre XI);
- L'«Éducation, formation et culture»(Chapitre XII);
- Les «Dispositions spéciales en faveur de certains pays»(Chapitre XV);
- Le «Fonds de solidarité, de développement et de compensation»(Chapitre XVI);
- Les «Dispositions financières»(Chapitre XVII);
- Les«Relations entre la Communauté, les communautés économiques régionales, les organisations africaines continentales, les organisations non-gouvernementales africaines et les organisations et associations socio-économiques»(Chapitre XIX);

Ce traité a été repris dans l'acte constitutif de L'UA qui a remplacé l'OUA, et dont le premier sommet a eu lieu à Durban (Afrique du Sud) en juillet 2002. Un des fers de lance de l'UA est le Nouveau Partenariat pour le Développement Économique de l'Afrique (NEPAD, en anglais).

Le NEPAD est né de la fusion des plans OMEGA du président Wade (Sénégal) et Millenium African Plan (MAP) des présidents Mbeki (Afrique du Sud), Obasanjo (Nigeria), Bouteflika (Algérie) et Moubarak (Égypte). L'originalité de ce plan vient de sa source entièrement africaine. Il conçoit le développement sur une base continentale, en favorisant la liberté d'entreprendre. Il veut redorer l'image de l'Afrique et lui donner une place de choix sur la scène internationale.

Ses secteurs prioritaires sont :

- les infrastructures;
- les ressources humaines;
- la santé;
- l'agriculture ;
- et l'accès des exportations africaines aux marchés des pays

développés.

Tableau 1 Part des commerces intra-régionaux entre eux et avec le reste du monde

| Ensemble | | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 | 1995 | 1994 |
|-----------------|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| COMESA | %intra | 5.71% | 6.34% | 7.19% | 6.70% | 6.75% | 6.62% | 6.38% |
| | %intra régional | 7.47% | 8.22% | 9.21% | 8.70% | 8.99% | 8.52% | 8.92% |
| | % Afrique | 13.19% | 14.55% | 16.39% | 15.41% | 15.74% | 15.14% | 15.30% |
| | %monde | 86.81% | 85.45% | 83.61% | 84.59% | 84.26% | 84.86% | 84.70% |
| CEEAC | %intra | 1.42% | 1.65% | 2.22% | 1.96% | 2.11% | 1.94% | 1.17% |

| | | | | | | | | |
|---------------|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | %intra régional | 2.36% | 2.58% | 3.57% | 3.21% | 3.86% | 4.33% | 3.90% |
| | % Afrique | 3.78% | 4.23% | 5.79% | 5.17% | 5.97% | 6.27% | 5.08% |
| | %monde | 96.22% | 95.77% | 94.21% | 94.83% | 94.03% | 93.73% | 94.92% |
| CEDEAO | %intra régional | 8.28% | 9.50% | 9.29% | 7.89% | 7.73% | 8.01% | 7.40% |
| | %intra régional | 10.29% | 11.79% | 11.77% | 10.36% | 10.03% | 9.91% | 8.76% |
| | % Afrique | 18.58% | 21.29% | 21.06% | 18.25% | 17.76% | 17.92% | 16.16% |
| | %monde | 81.42% | 78.71% | 78.94% | 81.25% | 82.24% | 82.08% | 83.84% |
| SADC | %intra régional | 7.38% | 7.77% | 8.36% | 8.87% | 9.08% | 8.71% | 7.23% |
| | %intra régional | 8.26% | 8.67% | 9.66% | 9.86% | 9.65% | 9.42% | 7.76% |
| | % Afrique | 15.64% | 16.43% | 18.02% | 18.73% | 18.73% | 18.13% | 14.99% |
| | %monde | 84.36% | 83.57% | 81.98% | 81.27% | 81.27% | 81.87% | 85.01% |
| UEMOA | %intra régional | 9.45% | 8.63% | 8.32% | 8.52% | 7.43% | 7.53% | 7.34% |
| | %intra régional | 19.07% | 17.26% | 17.98% | 17.31% | 15.34% | 15.32% | 16.49% |
| | % Afrique | 28.52% | 25.89% | 26.30% | 25.83% | 22.76% | 22.86% | 23.83% |
| | %monde | 71.48% | 74.11% | 73.70% | 74.17% | 77.24% | 77.14% | 76.17% |
| UMA | %intra régional | 2.26% | 2.37% | 3.01% | 2.48% | 3.17% | 3.48% | 3.45% |
| | %intra régional | 3.02% | 3.11% | 3.94% | 4.11% | 4.74% | 5.14% | 4.85% |
| | % Afrique | 5.28% | 5.48% | 6.95% | 6.59% | 7.91% | 8.62% | 8.30% |
| | %monde | 94.72% | 94.52% | 93.05% | 93.41% | 92.09% | 91.38% | 91.70% |

Source : Manuel de Statiques de la CNUCED sur CD-ROM, 2001

4. Application de critères des ZMO à l'Afrique

(a) Présentation de quelques études faites sur l'Afrique, à l'aide de la théorie des ZMO

Mundell (1972) pense que l'Afrique a besoin d'une intégration monétaire pour se développer. Celle-ci entraînerait un agrandissement des marchés accessibles aux firmes africaines. Bien que, à la lumière des critères, l'Afrique ne soit pas un lieu propice pour y établir une (des) ZMO(s), il est convaincu qu'avec l'intégration monétaire les critères au sein de chaque économie nationale tendront

dans le sens souhaitée par la théorie : l'intégration monétaire transformerait peu à peu le continent en une ZMO.

Il voit deux approches possibles à cette démarche :

- soit commencer par le bas et établir des liens entre les banques centrales en liant leurs comptes ;
- soit commencer par le haut et descendre graduellement en dégagant un consensus pour une monnaie unique. C'est le processus qu'il trouve le plus facile à réaliser.

Lacroix (1972) fait un résumé de diverses discussions portant sur l'intégration monétaire en Afrique. Il en est ressorti que l'appartenance à une zone monétaire et le rattachement à une monnaie forte sont des facilitateurs pour les échanges à la fois intérieurs et extérieurs. Pour que la production se diversifie et que l'industrie se développe au sein du continent, l'expansion des échanges entre les pays africains, entre autres conditions, doit se réaliser. De façon empirique, l'intégration monétaire est le moyen le plus efficace, en termes de rapidité et d'efficacité, qu'ont les économies africaines pour atteindre des objectifs réels (développement et croissance).

Nana-Sikam (1978) applique la théorie des ZMO à l'Afrique. Il définit 3 pivots (facteurs politiques, facteurs régionaux, infrastructures financières et monétaires) à partir desquels il définit 10 critères : homogénéité culturelle et linguistique ; liberté d'association ; relations politiques existantes entre les pays ; aspirations et développement de la conscience de la population ; mesure de la part de l'industrie appartenant aux étrangers ; contiguïté des pays ; niveaux des

coopérations existantes entre les pays ; taille du marché régional agrégé ; propriété et orientation de la politique des institutions bancaires et financières ; coûts réels de l'ajustement des réserves en devises étrangères. En attribuant une pondération à chacun des 10 critères considérés, il détermine 4 ZMO en Afrique¹¹ :

- Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, La République Arabe Unie (Égypte de l'époque) et le Soudan;
- Le Dahomey (Bénin de l'époque), la Gambie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo, La Haute Volta (Burkina Faso de l'époque) et la Guinée;
- Le Burundi, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Tchad, le Rwanda, le Zaïre (RDC de l'époque), la Guinée Équatoriale et la République Centrafricaine;
- Le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Somalie, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Devarajan et De Melo (1987) analysent la situation des pays de la zone FCFA¹², afin de se prononcer sur l'efficacité de cette zone. Au niveau africain, les pays partageant le franc FCFA ont cru plus rapidement que ceux du reste de l'Afrique sub-saharienne. Lorsque la comparaison se fait avec les autres pays

¹¹ À l'époque de l'étude l'Afrique du Sud est exclue du concert des nations et ni la Namibie, ni le Zimbabwe (Rhodésie de l'époque) ne sont indépendants.

¹² Cette étude est effectuée 7 ans avant la dévaluation de 1994.

sous-développés, la croissance des pays FCFA est moindre. Néanmoins, les auteurs ne trouvent pas de raison de penser que l'union monétaire que constitue les pays de la zone FCFA ne fonctionne pas adéquatement.

Cobham et Robson (1993) s'appliquent à faire bénéficier une possible intégration monétaire africaine de l'expérience européenne en la matière. Le constat est que l'Afrique ne satisfait pas aux conditions préalables pour former une ZMO. Néanmoins, ils pensent que celle-ci devrait se faire, et de façon totale car cette forme d'intégration monétaire est supérieure (en termes de bénéfices) à toutes les autres formes. Ils sont convaincus que l'intégration monétaire favorisera la stabilité macroéconomique et sera un stimulus pour l'intégration économique. Ils pensent aussi que l'ancrage à une monnaie appropriée, telle que l'euro, sera un plus. On y retrouve les mêmes idées que celles résumées 21 ans plus tôt par Lacroix (1972).

Masson et Pattilo (2001) se focalisent sur le projet d'union monétaire au sein de la CEDEAO. Les pays de l'UEMOA sont plus proches des critères de convergence définis¹³ que les autres pays, la corrélation des chocs y est aussi plus grande. Le commerce interne représente en moyenne 10% des exportations et importations totales, un chiffre qui ne tient pas compte du commerce informel qui y est non négligeable. En principe les frontières sont abolies, mais les tracasseries administratives persistent. La BCEAO, de par sa crédibilité en matière de maîtrise de politique désinflationniste, pourrait jouer un rôle similaire à celui qui fut celui de la Bundesbank pour l'UE. L'union monétaire devrait se faire avec comme

¹³ Voir partie 3 (b).

première étape une surveillance mutuelle et par la mise en emphase du fait que chacun devra améliorer ses politiques macroéconomique et structurelle.

(b) État des critères de la théorie des ZMO en Afrique

Dans cette partie, nous allons évaluer des critères de la théorie des ZMO pour les pays africains. Par rapport à ce que nous avons vu dans la partie 2, des économies semblables, de par leur structure et leur comportement dynamique, et qui ont des liens appréciables, sont, selon la théorie des ZMO, de bonnes candidates pour former une union monétaire. Pour les aspects dynamiques, nous allons regarder les taux de croissance et les taux d'inflation. En ce qui concerne les aspects structurels, nous étudierons le degré de diversification et la répartition sectorielle des économies. L'étude des liens commerciaux se fera à travers l'utilisation du degré d'ouverture des économies. Nous aborderons aussi le déficit budgétaire et la consolidation des réserves de change comme critères de convergence macroéconomique. Mundell (1972) et Cobham et Robson (1993) avaient conclu que l'Afrique ne constituait pas une ZMO. Que conclurons-nous, quelques années plus tard, sinon pour le continent, du moins pour certains de ses constituants ?

b1 Le taux de croissance et le taux d'inflation

Ce ne sont pas directement des critères. Cependant le fait que le taux d'inflation soit un outil de la politique monétaire fait en sorte que des pays à l'intérieur desquels l'inflation est semblable verront moins de contraintes à lier la gestion de leurs monnaies respectives.

De façon similaire, des économies qui se développent au même rythme ne se sentent pas non plus lésées en s'associant, dans le sens qu'aucunes d'entre elles n'a le sentiment que l'union se fait à son détriment.

Nos données proviennent de *World Bank Africa Database 2002*. Notre but étant de former un ensemble le plus étendu possible, nous essayons de retenir le plus grand nombre de pays. Vu les intervalles temporels des inflations (voir Annexe 1, Tableau 8), nous arrêtons notre étude à l'année 1997. En nous fixant 20 ans comme horizon temporel minimal sur lequel travailler, notre intervalle devient [1977,1997]. Cela élimine 17 pays, soit environ le tiers du nombre total des pays africains : Angola, Cap Vert, Comores, RDC, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée Équatoriale, Libéria, Libye, Mozambique, Ouganda, Sao Tome e Principe, Somalie et Tanzanie. Avec les pays restants, notre intervalle ajusté est [1971,1997], soit 27 observations pour 36 pays.

Inflation :

Le taux d'inflation moyen est de 3.8%, avec un écart-type de 0.133 (voir Tableau 2). Nous avons calculé les coefficients de corrélation (voir Annexe 1, Tableau 9) et nous nous sommes fixé une valeur de 0.7 pour b , comme seuil de significativité. Les régressions ont été effectuées en regroupant les pays par paire (pays pivot et pays de référence) et en utilisant les données sur l'échantillon

[1971,1997]. Les équations de régression sont de la forme $X_t = a + bY_t + c_t$, où X est le taux d'inflation du pays pivot (variable dépendante), a est une constante, Y est le taux d'inflation du pays de référence (variable explicative), b est le coefficient de corrélation entre les deux taux, c est un terme d'erreur et $t \in [1971,1997]$. Cela nous a permis de constituer 24 groupes de 2 à 15 pays. La Tunisie se retrouve dans 22 groupes. Sans surprises, les pays dont les taux d'inflation et leurs variances sont semblables, se retrouvent ensemble.

Des 24 groupes constitués, nous nous servons des pays pivots (pays dont le taux d'inflation est utilisé comme variable dépendante dans l'équation de régression) pour regrouper les pays dont le taux d'inflation fluctue autour de 1% de celui du pays pivot. Nous avons postulé que la Banque Centrale du pays pivot suit une politique basée sur une cible du taux d'inflation avec une marge de fluctuation de 1% (à l'instar de la Banque du Canada). Nous obtenons 24 groupes (voir Tableau 3).

Croissance :

Le taux de croissance moyen est de 3.3%, avec un écart-type de 0.058 (voir Tableau 2). En procédant de la même manière que précédemment, nous obtenons 3 groupes pour les corrélations des taux de croissance (voir Tableau 10) : Botswana et Kenya ; Rwanda et Zambie; Gabon, Gambie, Maroc, Maurice, Mauritanie, Sénégal, Soudan, Zambie et Zimbabwe.

En utilisant les résultats des corrélations pour associer les pays ayant des taux de croissance similaire, nous pouvons regrouper : a) la Mauritanie et le Sénégal (taux de croissance $\in [2\%; 3\%]$) ; b) la Gambie, le Maroc, le Soudan et la

Zambie (taux de croissance $\in [3\%; 4\%]$) ; et c) dans une certaine mesure le Botswana et le Kenya qui appartiennent à la branche supérieure (taux de 5% et plus).

Des groupes constitués, seuls le Sénégal et la Mauritanie se retrouvent ensemble après les regroupements selon les taux d'inflation et les taux de croissance.

Tableau 2 Inflation et croissance (échantillon ajusté)

| PAYS | Croissance | | Inflation | |
|----------------------------------|------------|------------|-----------|------------|
| | moyenne | écart-type | moyenne | écart-type |
| <i>Afrique du Sud</i> | 0.021 | 0.037 | 0.053 | 0.124 |
| <i>Algérie</i> | 0.033 | 0.059 | 0.050 | 0.126 |
| <i>Bénin</i> | 0.031 | 0.036 | 0.037 | 0.157 |
| <i>Botswana</i> | 0.099 | 0.053 | 0.046 | 0.108 |
| <i>Burkina Faso</i> | 0.036 | 0.034 | 0.031 | 0.137 |
| <i>Burundi</i> | 0.017 | 0.053 | 0.033 | 0.092 |
| <i>Cameroun</i> | 0.035 | 0.069 | 0.040 | 0.129 |
| <i>République Centrafricaine</i> | 0.010 | 0.044 | 0.051 | 0.160 |
| <i>Congo-Brazzaville</i> | 0.038 | 0.071 | 0.036 | 0.138 |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 0.029 | 0.049 | 0.043 | 0.142 |
| <i>Égypte</i> | 0.053 | 0.031 | 0.031 | 0.083 |
| <i>Gabon</i> | 0.043 | 0.123 | 0.060 | 0.172 |
| <i>Gambie</i> | 0.037 | 0.033 | 0.038 | 0.123 |
| <i>Ghana</i> | 0.020 | 0.050 | 0.021 | 0.090 |
| <i>Guinée-Bissau</i> | 0.033 | 0.064 | 0.014 | 0.104 |
| <i>Kenya</i> | 0.048 | 0.044 | 0.021 | 0.142 |
| <i>Lesotho</i> | 0.055 | 0.074 | 0.053 | 0.119 |
| <i>Madagascar</i> | 0.007 | 0.036 | 0.035 | 0.127 |
| <i>Malawi</i> | 0.039 | 0.057 | 0.039 | 0.135 |
| <i>Mali</i> | 0.025 | 0.052 | 0.045 | 0.151 |
| <i>Maroc</i> | 0.037 | 0.048 | 0.040 | 0.103 |
| <i>Maurice</i> | 0.055 | 0.050 | 0.053 | 0.119 |
| <i>Mauritanie</i> | 0.022 | 0.038 | 0.039 | 0.107 |
| <i>Niger</i> | 0.007 | 0.071 | 0.030 | 0.155 |
| <i>Nigeria</i> | 0.028 | 0.060 | 0.014 | 0.220 |
| <i>Rwanda</i> | 0.019 | 0.162 | 0.059 | 0.159 |
| <i>Sénégal</i> | 0.024 | 0.045 | 0.037 | 0.151 |
| <i>Seychelles</i> | 0.048 | 0.066 | 0.077 | 0.105 |
| <i>Sierra Leone</i> | 0.000 | 0.059 | 0.029 | 0.147 |

| | | | | | |
|------------------|-------|-------|--|-------|-------|
| Soudan | 0.037 | 0.067 | | 0.022 | 0.215 |
| Swaziland | 0.052 | 0.054 | | 0.037 | 0.123 |
| Tchad | 0.016 | 0.091 | | 0.027 | 0.141 |
| Togo | 0.024 | 0.065 | | 0.041 | 0.148 |
| Tunisie | 0.050 | 0.037 | | 0.044 | 0.084 |
| Zambie | 0.009 | 0.041 | | 0.017 | 0.167 |
| Zimbabwe | 0.034 | 0.053 | | 0.022 | 0.099 |
| | | | | | |
| Moyenne | 0.033 | 0.058 | | 0.038 | 0.133 |

Tableau 3 Groupements constitués en combinant les corrélations des taux d'inflation et les politiques de cible du taux d'inflation

| Taux d'inflation | Ensemble |
|-------------------------|--|
| [1,3] | Nigeria-Zimbabwe Zimbabwe-Zambie |
| [2,4] | Bénin-Burkina Faso-Ghana-Tchad-Sénégal Burkina Faso-Burundi-Tchad-Zimbabwe Kenya-Mauritanie Niger-Swaziland-Sénégal-Tchad- Zimbabwe Sénégal-Tchad- Zimbabwe |
| [3,5] | Bénin- Burkina Faso-Cameroun-Côte d'Ivoire- Mali-Maroc-Sénégal-Tunisie-Togo Burundi-Burkina Faso-Maroc-Tunisie Congo Brazzaville-Niger-Maroc-Tunisie Côte d'Ivoire-Mali-Niger-Sénégal-Maroc-Togo- Tunisie Gambie-Tunisie Madagascar-Tunisie Mali-Maroc-Mauritanie-Sénégal-Togo-Tunisie Mauritanie-Tunisie Niger-Sénégal-Swaziland-Tunisie Sénégal-Togo Swaziland-Tunisie |
| [4,6] | Algérie-Tunisie Lesotho-Maroc-Maurice-Tunisie Maroc-Maurice-Tunisie Maurice-Tunisie Togo-Tunisie |
| [5,7] | Gabon-Lesotho-Maurice |

b2 Degré d'ouverture des économies

Nous avons calculé le degré d'ouverture, par rapport au monde (tous les pays, sauf le pays lui-même), à la Ricci(1997) des économies africaines (part des

biens importés sur les biens produits dans le pays) pour l'année 2000. Ce degré va de 0,2% à 42% (voir Annexe 2, Tableau 11).

En nous servant de la matrice des importations de l'année 2000 (Tableau 5.49 de *World Bank Africa Database 2002*)¹⁴, nous avons déterminé quelles étaient les économies africaines les plus ouvertes aux autres économies du continent, en termes de la part des importations d'origine africaine dans les importations totales et du nombre total de partenaires africains (voir Tableau 4).

Pour la part totale des importations d'origine africaine, nous avons sélectionné les pays pour lesquels elle est au moins de 10%. Les 20 pays suivants satisfont à cette condition : Afrique du Sud, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Swaziland, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zambie et Zimbabwe. Ce sont essentiellement des pays enclavés, des îles, des pays au tissu industriel assez dynamique ou des pays dont les ports servent de débouchés aux autres pays enclavés.

Pour le nombre de partenaires, nous avons retenu les pays important au moins de 17 pays africains (environ le tiers du nombre total). 19 pays ont été retenus : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Kenya, Malawi, Maurice, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

En combinant le nombre de partenaires et la part totale des importations africaines, 12 pays ressortent : Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mauritanie, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zambie et

Zimbabwe. Selon le critère d'ouverture, ces pays seraient les premiers bénéficiaires d'une union monétaire en Afrique. Ce sont des pays dont le degré d'ouverture au monde varie de 0,25 (Tanzanie) à 17,4% (Malawi).

Quelques remarques:

- la contiguïté favorise les échanges (pays enclavés et leurs voisins disposants de ports);
- l'appartenance commune à une CÉR augmente les échanges (les pays de l'UMA ont tendance à ne commercer qu'entre eux ; au niveau africain, bien sûr);
- le nombre de partenaires ne va pas de paire avec le volume total des échanges. Le Cap Vert, avec 5 partenaires a un volume de 67,88% tandis que la RDC avec 14 partenaires n'est qu'à 1,23%;
- le Sénégal et la Mauritanie, que nous retrouvions dans le même ensemble selon les critères des taux (inflation et croissance) le sont aussi ici.

Tableau 4 Part totale des exportations africaines et nombre de partenaires africains

| <i>Pays</i> | <i>Part totale des importations africaines</i> | <i>Nombres de partenaires africains</i> |
|----------------------------------|--|---|
| <i>Afrique du Sud</i> | 12.58 | 39 |
| <i>Algérie</i> | 1.33 | 7 |
| <i>Angola</i> | 0.65 | 5 |
| <i>Bénin</i> | 8.11 | 18 |
| <i>Botswana</i> | 6.55 | 4 |
| <i>Burkina Faso</i> | 19.66 | 18 |
| <i>Burundi</i> | 14.11 | 8 |
| <i>Cameroun</i> | 6.8 | 22 |
| <i>République Centrafricaine</i> | 1.56 | 14 |
| <i>Cap Vert</i> | 67.88 | 5 |
| <i>Congo-Brazzaville</i> | 1.7 | 15 |
| <i>Comores</i> | 0.56 | 6 |

¹⁴ Cette matrice est donnée est Annexe 2, Tableau 12.

| | | |
|----------------------------|-------|----|
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 25.56 | 33 |
| <i>Djibouti</i> | 60.59 | 10 |
| <i>Égypte</i> | 3.63 | 26 |
| <i>Éthiopie</i> | 18.08 | 14 |
| <i>Gabon</i> | 1.73 | 17 |
| <i>Gambie</i> | 9.12 | 14 |
| <i>Ghana</i> | 25.83 | 20 |
| <i>Guinée</i> | 7.13 | 13 |
| <i>Guinée Équatoriale</i> | 0.78 | 3 |
| <i>Guinée-Bissau</i> | 1.27 | 8 |
| <i>Kenya</i> | 39.28 | 19 |
| <i>Lesotho</i> | 2.23 | 4 |
| <i>Liberia</i> | 3.83 | 14 |
| <i>Libye</i> | 3.17 | 8 |
| <i>Madagascar</i> | 6.38 | 14 |
| <i>Malawi</i> | 26.68 | 21 |
| <i>Mali</i> | 12.51 | 16 |
| <i>Maroc</i> | 2.78 | 13 |
| <i>Maurice</i> | 7.4 | 20 |
| <i>Mauritanie</i> | 12.69 | 20 |
| <i>Mozambique</i> | 35.07 | 10 |
| <i>Namibie</i> | 5.13 | 9 |
| <i>Niger</i> | 20.85 | 13 |
| <i>Nigeria</i> | 9.96 | 20 |
| <i>Ouganda</i> | 6.97 | 15 |
| <i>RDC</i> | 1.23 | 14 |
| <i>Rwanda</i> | 5.36 | 10 |
| <i>Sao Tome e Principe</i> | 0.14 | 13 |
| <i>Sénégal</i> | 28.34 | 27 |
| <i>Seychelles</i> | 2.02 | 5 |
| <i>Sierra Leone</i> | 1.79 | 6 |
| <i>Somalie</i> | 2.42 | 10 |
| <i>Soudan</i> | 7.28 | 9 |
| <i>Swaziland</i> | 15.05 | 14 |
| <i>Tanzanie</i> | 20.58 | 28 |
| <i>Tchad</i> | 9.58 | 11 |
| <i>Togo</i> | 48.69 | 26 |
| <i>Tunisie</i> | 8.44 | 18 |
| <i>Zambie</i> | 40.81 | 19 |
| <i>Zimbabwe</i> | 25.27 | 29 |

b3 Degré de diversification et répartition sectorielle

des économies

Nous avons calculé la part de l'Agriculture (AGR), qui comprend les activités forestières, la chasse et la pêche, la culture des terres et la production de

vivres ; de l'Industrie (IND), qui est constituée de la valeur ajoutée dans les mines, les manufactures, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz ; de la Manufacture (MAN), qui regroupe les industries appartenant aux divisions ISIC (International Standard Industrial Classification) 15-73 ; et des Services (SER), composés de la valeur ajoutée dans le commerce de gros et de détail (incluant les hôtels et les restaurants), le transport, les dépenses gouvernementales, les services financiers, professionnels et personnels tels que l'éducation, la santé, les services immobiliers et les services bancaires ; dans les économies africaines pour la décennie 1990-2000 (voir Annexe3, Tableau 13). Les moyennes africaines sont de 27.36% pour l'AGR, 23.83% pour l'IND, 10.42% pour la MAN et 42.72% pour les SER. On peut imputer la grande part des SER aux dépenses gouvernementales, pour la plupart des pays. Excepté pour les pays à forte vocation touristique et ceux dont le tissu industriel est assez étoffé, le poids du gouvernement, en tant que moteur de l'activité économique, dans la majorité des pays, est évident.

En séparant les pays en termes de répartition sectorielle, nous sommes parvenus à 19 regroupements de 2 à 4 pays (voir Tableau 5). Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Mauritanie et le Soudan n'ayant pas dégagé, à nos yeux, de tendances nous permettant de les regrouper (voir Annexe3, Tableau 13). Cette fois-ci, le Sénégal et la Mauritanie ne sont pas regroupés ensemble.

Avec les données intra-sectorielles disponibles (Tableaux 5.18-5.33 de *World Bank Africa Database 2002*) nous avons identifié les principaux producteurs de 16 produits (voir Tableau 5). Bien que ce tableau ignore certains minerais (or, uranium, etc.) et les activités liées aux services (banque, tourisme,

etc.), il nous donne une idée sur les pays qui pourraient être affectés similairement par des chocs.

Tableau 5 Regroupement des économies selon les distributions sectorielles

| Regroupement | Part de l'AGR (%) | Part de l'IND (%) | Part de la MAN (%) | Part des SER(%) |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|-----------------|
| Congo Brazzaville- Gabon-Botswana | [0,10] | [40,60] | [0,10] | [40,50] |
| Maurice-Afrique du Sud | | [25,35] | [10,20] | [50,80] |
| Djibouti- Seychelles | | [10,20] | | [50,80] |
| Namibie-Tunisie | [10,20] | [20,30] | [10,20] | [50,60] |
| Egypte-Zimbabwe | | [20,30] | [10,20] | [40,50] |
| Angola-Algérie | | [40,60] | | [30,40] |
| Lesotho- Swaziland- Zambie | | [30,40] | | [30,40] |
| Maroc- Senegal | | [20,35] | [10,20] | [50,60] |
| Erythrée-Cap Vert | | [10,20] | [0,10] | |
| Gambie-Kenya- Sao Tome e Principe | [20,30] | [10,20] | [0,10] | [40,60] |
| Cameroun-Malawi | [30,40] | [20,30] | [10,20] | [30,40] |
| Ghana-Togo | | [20,30] | [0,10] | [30,40] |
| Madagascar-Tchad | | [10,20] | [10,20] | [40,50] |
| Guinée Équatoriale- Nigeria | | | | [0,10] |
| Ouganda- Tanzanie-Mali | [40,50] | [10,20] | [0,10] | [30,40] |
| Burundi- Centrafrique- Rwanda-Sierra Leone | | [16,23] | [4,14] | [26,34] |
| Éthiopie-Guinée Bissau-RDC | 50 et + | [10,26] | [6,11] | [30,40] |

Tableau 6 Principaux producteurs africains¹⁵

| Produits | Producteurs |
|---------------|---|
| Cacao | Côte d'Ivoire-Ghana-Nigeria-Cameroun |
| Café | Ouganda-Côte d'Ivoire-Éthiopie-Kenya-Cameroun |
| Cuivre | Zambie-Afrique du Sud-Namibie-Botswana-Maroc |
| Coton | Mali-Bénin-Côte d'Ivoire-Soudan-Zimbabwe |

¹⁵ C'est un classement par ordre décroissant, nous avons fait une moyenne sur les 5 dernières années disponibles. Les données dont nous avons disposé ne nous donnaient pas la part relative de ces produits au sein des économies respectives.

| | |
|---|---|
| | Égypte-Tanzanie-Cameroun-Tchad-Togo |
| Produits forestiers (à base de bois) | Gabon-Côte d'Ivoire-Cameroun-Ghana-Afrique du Sud-Congo Brazzaville-Libéria-Swaziland-Nigeria |
| Produits manufacturés | Afrique du Sud-Tunisie-Maroc-Égypte-Côte d'Ivoire-Maurice-Namibie |
| Produits à base d'huile de palme | Côte d'Ivoire-Cameroun-Kenya-Ghana-Bénin-Nigeria |
| Sucre | Afrique du Sud-Maurice-Swaziland-Zimbabwe |
| Thé | Kenya-Malawi-Tanzanie-Zimbabwe |
| Tabac | Afrique du Sud-Malawi-Tanzanie-Zimbabwe |
| Pétrole | Nigeria-Libye-Algérie-angola-Gabon-Congo Brazzaville-Guinée Équatoriale |
| Fer | Afrique du Sud-Mauritanie-Libéria-Maroc-Algérie |
| Phosphates | Algérie-Afrique du Sud-Égypte-Maroc-sénégal-Togo-Tunisie |
| Arachides | Afrique du sud-Gambie-Égypte-Mali-Soudan-Sénégal |
| Sisal | Kenya-Madagascar-Tanzanie |

b4 Des critères de convergence

Parmi les critères de convergence définis par la CEDEAO pour la progression vers son unification monétaire, il y a la consolidation des réserves de change, en termes de mois d'importations de bien et services, et le ratio du déficit du budget global, base engagements et hors dons, sur le PIB (voir 3 (b)). Pour chacun des pays africains, nous avons estimé ces critères pour la période 1995-2000, selon la disponibilité des données (voir Annexe 4, Tableau 14).

En combinant les ratios du déficit, séparés en intervalles d'amplitude de 5%, avec la consolidation des réserves, nous obtenons 13 groupes (voir Tableau 7).

A la lumière du Tableau 7, les pays africains sont encore loin de présenter un portrait semblable en matière de politique budgétaire et de consolidation de leurs réserves.

Tableau 7 Combinaison des déficits/surplus et consolidation des réserves de change¹⁶

| Groupe | Déficit/Surplus | Consolidation (mois) |
|---|-----------------|----------------------|
| Mauritanie-Nigeria | Surplus (>0) | 4 |
| Algérie-Botswana | | 5 |
| Cameroun-Guinée Équatoriale | [-5,0] | 0 |
| Soudan-Gabon-Namibie | | 1 |
| Côte d'Ivoire-Afrique du Sud- Togo-Kenya-Tunisie-Sénégal | | 2 |
| Swaziland-Tanzanie | | 3 |
| Niger-Guinée-Ghana-Madagascar | | 2 |
| Djibouti-Maurice | | 3 |
| Éthiopie-Ouganda-Mali | [-10, -5] | 4 |
| Sierra Leone-Tchad-Malawi | | 3 |
| Rwanda-Mozambique | [-15,10] | 4 |
| Comores-Burkina Faso | | 6 |
| Angola-Cap Vert | | 1 |
| | [-20, -15] | |

b5 Discussion

Les régions africaines, et partant le continent africain en entier, ne présentent pas un visage uniforme, en ce qui concerne les critères suivants qui font partie de la théorie des ZMO : le degré d'ouverture des économies, la diversification des économies et la structure industrielle des économies. Il en est de même pour le taux d'inflation, ainsi que pour le taux de croissance économique.

Cela fait que lorsque l'on peut regrouper deux pays ou plus selon un des critères, le groupe ainsi formé n'est pas confirmé par les critères restants. La nécessité d'un plan concerté de développement, pour en arriver à une union monétaire, est sans équivoques. Un tel plan devrait encourager les synergies, en comblant les lacunes des uns avec les forces des autres, et *vice versa*. Ce faisant, les fruits de la croissance seraient mieux répartis entre les pays. Les

¹⁶ Les données sur les réserves et celles sur les déficits proviennent respectivement des tableaux 5-14 et 7-2

interdépendances ainsi créées non seulement renforceraient le commerce intra africain, mais feraient aussi évoluer les économies au même rythme.

Il faut aussi définir des critères macroéconomiques de convergence. Ces critères doivent être évalués de façon uniforme au sein de chaque pays, afin de rendre aisées les comparaisons entre pays. La mission de surveillance pourrait être dévolue aux CÉR des différentes régions, et celles-ci les transmettraient à l'UA qui les coordonnera.

L'UA a fixé l'objectif de l'union monétaire africaine pour 2025. La COMESA a aussi établi l'année 2025 comme celle de son union monétaire. Au vu de la volonté politique affichée et de la santé de la CEDEAO, nous sommes en droit de penser que la zone «eco» et l'UEMOA auront fusionné en une seule zone monétaire d'ici à 2025. Les pays qui y sont en marge (Cap-Vert, Libéria et Mauritanie), une fois le processus rendu irréversible, s'y joindront à coup sûr pour ne pas être en reste. Il reste maintenant le cas de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de l'Afrique du Nord (UMA).

Les États de le CEEAC non-membres de la CEMAC font partie de la COMESA, et ils sont donc impliqués dans son objectif de 2025. Les États de la CEMAC forment une union monétaire, à l'instar de ceux de la CEDEAO. L'UMA n'a pas d'objectif d'union monétaire clairement signifié dans ses textes. Néanmoins, la volonté de coopération, à tous les niveaux, y est manifeste. Quand elle fonctionnera à nouveau normalement, la coopération économique devrait s'y exercer jusqu'à son aboutissement : l'union monétaire.

En définitive, l'objectif de 2025 (dans 22 ans), qui pourrait se faire par une fusion des différentes unions monétaires régionales, n'est pas utopique. Il est vrai que l'Europe qui partait avec de meilleures bases a mis environ 50 ans pour construire son union monétaire. Mais il faut se rappeler que l'Afrique est un continent moins morcelé qu'elle ne le paraît et qu'elle regorge de richesses qui ne demandent qu'à être exploitées. En effet, son unité culturelle est indéniable (Diop, 1955 ; Diop, 1960) et le caractère artificiel des frontières héritées de la colonisation est prouvé par le fait que l'on retrouve des ethnies de part et d'autres de pays limitrophes (Lissouba, 1997, p.18). L'exploitation des richesses dont dispose le continent peut aider à assurer à la fois le mieux-être des populations et à financer le processus d'unification monétaire. Tout n'est pas rose pour autant.

Les zones d'ombres sont constituées par les endroits où les conflits subsistent, et surtout par la santé. Plus précisément, la pandémie que constitue le SIDA est une hypothèque sérieuse sur le devenir du continent. Non seulement l'Afrique manque de main-d'œuvre, qualifiée ou non, mais en plus celle dont elle dispose est sérieusement menacée. Fort heureusement, les autorités politiques et la société civile en sont de plus en plus conscientes et elles agissent en conséquence (voir l'Intelligent, 2002c, pp.45-56).

Pourrait-on mettre la charrue avant les bœufs? En d'autres termes. L'intégration monétaire pourrait-elle précéder l'intégration économique en Afrique ? Même si Mundell (1972) et Lacroix (1972) ont démontré que le développement du continent serait facilité par son intégration monétaire, il est certain qu'une intégration sans bases ou sans garde-fous serait catastrophique.

Sans mécanismes de contrôles, de compensations (comme le système fiscal fédéral des États-Unis, voir Sala-I-Martin, X. et J. Sachs, 1991) et de sanctions, des États feraient supporter leur inconséquence macroéconomique à d'autres États plus disciplinés.

5 Conclusion

La théorie des ZMO, à travers l'étude de ses critères, permet de se prononcer sur l'opportunité d'une union monétaire entre des pays. Ces critères sont, principalement, la mobilité des facteurs de production, le degré de diversification des économies, le degré d'ouverture entre elles des économies et le degré d'asymétrie des chocs.

En clair, des économies assez semblables, structurellement et dynamiquement, sont de bonnes candidates pour s'intégrer monétairement, d'autant plus que les échanges entre elles sont non négligeables.

L'Afrique aurait tout avantage à former une union monétaire. Cela lui permettrait de mieux réagir aux conjonctures de l'économie mondiale. Ce projet est fixé pour 2025, avec la création de la Communauté Économique Africaine. Au niveau régional, les CÉR, exceptée l'UMA, s'attèlent à créer des ensembles monétaires. Parmi les unions monétaires déjà en place, il y a la CEDEAO, la CEMAC et la zone Rand. L'union monétaire au niveau continental pourrait se faire par la fusion des différentes unions monétaires régionales, à venir ou existantes.

L'étude de la situation des critères de la théorie des ZMO en Afrique ne nous permet pas de dégager des ensembles qui pourraient se former, pour ensuite fusionner en un seul ensemble. Nous confirmons les déclarations de Mundell (1972) et de Cobham et Robson (1993) selon lesquelles l'Afrique n'est pas une ZMO. Les économies africaines présentent des visages variés. La part du commerce intra-africain est faible. La libre circulation des biens et des personnes est entravée par les systèmes législatif et administratif. La plupart des pays semble se complaire dans des situations de rentes, héritées de leur situation géographique, et ne cherche pas à diversifier les sources de revenus. A la lumière de ce constat, nous devons admettre que la théorie des ZMO ne nous permet pas de trouver une logique économique sur laquelle appuyer le projet de la CÉA.

Ce n'est pas pour autant qu'il faille déconseiller l'unification monétaire de l'Afrique. Les critères considérés sont dynamiques, ils peuvent évoluer dans le sens voulu par la théorie. Ainsi, la même étude menée dans 5 ans pourrait avoir une conclusion différente. La volonté des autorités politiques est tout aussi importante. Ce sont elles qui appliqueront les mesures allant dans le sens de la convergence macroéconomique. Goodhart (1998) a démontré qu'au fil de l'histoire, la solidité d'une monnaie reposait plus sur la force de l'autorité qui la garantissait que sur des aspects commerciaux ou économiques. L'Afrique ne doit donc pas abandonner cette idée. Tchundjang (1981, chapitre 8) a prouvé de façon brillante que les arguments contre l'intégration monétaire de l'Afrique ne sont pas solides.

Notre résultat n'est pas caractéristique à l'Afrique. Des études sur le Canada (Beine et Coulombe, 2001; Seccareccia, 2001) et sur l'UE (Pisani-Ferry, 1997) en sont arrivées à la conclusion que ces aires géographiques ne formaient pas des ZMO. La pratique semble donc contredire la théorie. Malgré l'intérêt que représente la théorie des ZMO, elle apparaît inapplicable. Les limites de la théorie, dont certaines ont été soulevées dans la partie 2 (c), doivent en partie expliquer cela.

Dans notre étude, nous n'avons pas évalué la corrélation des chocs. Comment les économies africaines sont-elles affectées par les chocs ? Comment y répondent-elles ? Sans trop nous aventurer, au vu des disparités observées, il est très probable que les chocs y seraient asymétriques. Au sein de chaque pays, l'amplitude des chocs sera fonction des produits qu'il exporte et surtout de la part de ces produits dans l'économie. Seule une étude de ces chocs nous fixera sur la question. Notre étude n'a pas non plus évalué les coûts et les bénéfices d'une union monétaire, pour les économies africaines. C'est que ses contours (critères de convergence, instruments, etc....) ne sont pas encore définis. Lorsque le visage de la CÉA sera précisé, des analyses coûts-bénéfices pourront être effectuées. Nana-Sikam (1978), à son époque, avait identifié 4 ZMO en Afrique. Depuis, le contexte politique et les mentalités ont évolué. Il serait intéressant d'actualiser son étude.

Annexe 1 Taux d'inflation et taux de croissance

Tableau 8 Inflation et croissance (échantillon complet)

| | Croissance | | | Inflation | | |
|----------------------------------|------------|---------|------------|-----------|---------|------------|
| | période | moyenne | écart-type | période | moyenne | écart-type |
| <i>Afrique du Sud</i> | 66-00 | 0.026 | 0.036 | 67-00 | 0.043 | 0.114 |
| <i>Algérie</i> | 66-00 | 0.038 | 0.057 | 67-98 | 0.046 | 0.116 |
| <i>Angola</i> | 81-00 | 0.014 | 0.079 | 86-00 | -0.022 | 0.243 |
| <i>Bénin</i> | 66-00 | 0.032 | 0.032 | 67-00 | 0.031 | 0.14 |
| <i>Botswana</i> | 66-00 | 0.095 | 0.051 | 67-00 | 0.043 | 0.096 |
| <i>Burkina Faso</i> | 66-00 | 0.036 | 0.033 | 67-00 | 0.025 | 0.123 |
| <i>Burundi</i> | 66-00 | 0.024 | 0.059 | 67-00 | 0.029 | 0.085 |
| <i>Cameroun</i> | 66-00 | 0.033 | 0.066 | 67-00 | 0.04 | 0.121 |
| <i>Cap Vert</i> | 74-00 | 0.07 | 0.076 | 88-00 | 0.022 | 0.069 |
| <i>République Centrafricaine</i> | 66-00 | 0.015 | 0.041 | 67-00 | 0.043 | 0.146 |
| <i>Comores</i> | 81-00 | 0.013 | 0.037 | 81-00 | 0.013 | 0.134 |
| <i>Congo, Rép. Dém.</i> | 66-98 | -0.003 | 0.053 | 85-00 | 0.021 | 0.109 |
| <i>Congo-Brazzaville</i> | 66-00 | 0.039 | 0.064 | 67-00 | 0.025 | 0.13 |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 66-00 | 0.037 | 0.05 | 67-00 | 0.037 | 0.128 |
| <i>Djibouti</i> | 88-00 | -0.008 | 0.019 | 92-97 | 0.042 | 0.012 |
| <i>Égypte</i> | 66-00 | 0.05 | 0.029 | 67-98 | 0.032 | 0.077 |
| <i>Érythrée</i> | 93-00 | 0.024 | 0.058 | 93-98 | 0.021 | 0.459 |
| <i>Éthiopie</i> | 82-00 | 0.026 | 0.076 | 82-00 | -0.016 | 0.135 |
| <i>Gabon</i> | 66-00 | 0.04 | 0.11 | 67-98 | 0.053 | 0.16 |
| <i>Gambie</i> | 67-00 | 0.039 | 0.032 | 67-00 | 0.031 | 0.118 |
| <i>Ghana</i> | 66-00 | 0.023 | 0.048 | 67-00 | 0.014 | 0.093 |
| <i>Guinée</i> | 87-00 | 0.039 | 0.014 | 87-00 | 0.004 | 0.063 |
| <i>Guinée-Bissau</i> | 71-00 | 0.024 | 0.091 | 71-00 | 0.015 | 0.099 |
| <i>Guinée Équatoriale</i> | 86-00 | 0.126 | 0.155 | 86-00 | 0.048 | 0.133 |
| <i>Kenya</i> | 66-00 | 0.046 | 0.047 | 67-00 | 0.023 | 0.129 |
| <i>Lesotho</i> | 66-00 | 0.047 | 0.069 | 67-00 | 0.041 | 0.109 |
| <i>Liberia</i> | | nd | nd | | nd | nd |
| <i>Libye</i> | | nd | nd | | nd | nd |
| <i>Madagascar</i> | 66-00 | 0.015 | 0.036 | 67-00 | 0.031 | 0.113 |
| <i>Malawi</i> | 66-00 | 0.039 | 0.053 | 67-00 | 0.019 | 0.146 |
| <i>Mali</i> | 68-00 | 0.028 | 0.048 | 68-00 | 0.046 | 0.139 |
| <i>Maroc</i> | 66-00 | 0.04 | 0.046 | 67-97 | 0.035 | 0.097 |
| <i>Maurice</i> | 66-00 | 0.047 | 0.052 | 67-00 | 0.041 | 0.109 |
| <i>Mauritanie</i> | 66-00 | 0.028 | 0.039 | 67-00 | 0.023 | 0.103 |
| <i>Mozambique</i> | 81-00 | 0.027 | 0.077 | 81-00 | -0.019 | 0.24 |
| <i>Namibie</i> | 81-00 | 0.027 | 0.027 | 81-00 | -0.004 | 0.096 |
| <i>Niger</i> | 66-00 | 0.008 | 0.065 | 67-00 | 0.026 | 0.139 |
| <i>Nigeria</i> | 66-00 | 0.029 | 0.079 | 67-00 | 0.028 | 0.207 |
| <i>Ouganda</i> | 83-00 | 0.049 | 0.034 | 82-00 | 0.028 | 0.23 |
| <i>Rwanda</i> | 66-00 | 0.031 | 0.144 | 67-00 | 0.056 | 0.145 |

| | | | | | | |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
| <i>Sao Tomé e Príncipe</i> | 87-00 | 0.018 | 0.006 | 87-00 | -0.014 | 0.111 |
| <i>Sénégal</i> | 66-00 | 0.025 | 0.045 | 67-00 | 0.03 | 0.135 |
| <i>Seychelles</i> | 66-00 | 0.042 | 0.061 | 67-00 | 0.055 | 0.106 |
| <i>Sierra Leone</i> | 66-00 | 0.005 | 0.06 | 67-98 | 0.014 | 0.145 |
| <i>Somalie</i> | | nd | nd | | nd | nd |
| <i>Soudan</i> | 66-00 | 0.035 | 0.061 | 67-98 | 0.025 | 0.198 |
| <i>Swaziland</i> | 71-00 | 0.05 | 0.051 | 71-00 | 0.03 | 0.12 |
| <i>Tanzanie</i> | 89-00 | 0.032 | 0.017 | 88-00 | 0.039 | 0.15 |
| <i>Tchad</i> | 66-00 | 0.017 | 0.081 | 67-00 | 0.024 | 0.126 |
| <i>Togo</i> | 66-00 | 0.027 | 0.06 | 67-00 | 0.034 | 0.133 |
| <i>Tunisie</i> | 66-00 | 0.05 | 0.034 | 67-98 | 0.044 | 0.078 |
| <i>Zambie</i> | 66-00 | 0.01 | 0.041 | 67-00 | 0.014 | 0.159 |
| <i>Zimbabwe</i> | 66-00 | 0.038 | 0.059 | 67-00 | 0.007 | 0.116 |

Tableau 9 Corrélations des inflations

Corrélations des inflations

| | AFS | ALG | BEN | BOT | BUK | BUR | CAM | RCA | COB | CIV | EGY | GAB |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <i>Afrique du Sud</i> | 1.00 | | | | | | | | | | | |
| <i>Algérie</i> | 0.41 | 1.00 | | | | | | | | | | |
| <i>Bénin</i> | 0.33 | 0.35 | 1.00 | | | | | | | | | |
| <i>Botswana</i> | 0.52 | 0.39 | 0.65 | 1.00 | | | | | | | | |
| <i>Burkina Faso</i> | 0.35 | 0.36 | 0.95 | 0.37 | 1.00 | | | | | | | |
| <i>Burundi</i> | 0.48 | 0.65 | 0.78 | 0.17 | 0.74 | 1.00 | | | | | | |
| <i>Cameroun</i> | 0.40 | 0.46 | 0.90 | 0.43 | 0.54 | 0.17 | 1.00 | | | | | |
| <i>République Centrafricaine</i> | 0.20 | 0.35 | 0.72 | 0.11 | 0.52 | 0.25 | 0.53 | 1.00 | | | | |
| <i>Congo-Brazzaville</i> | 0.43 | 0.32 | 0.32 | 0.27 | 0.45 | 0.29 | 0.25 | 0.57 | 1.00 | | | |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 0.48 | 0.54 | 0.84 | 0.30 | 0.64 | 0.32 | 0.64 | 0.89 | 0.51 | 1.00 | | |
| <i>Égypte</i> | 0.14 | 0.43 | 0.41 | -0.25 | 0.25 | 0.36 | -0.05 | 0.42 | 0.58 | 0.23 | 1.00 | |
| <i>Gabon</i> | 0.44 | 0.53 | 0.41 | 0.32 | 0.38 | 0.27 | 0.34 | 0.46 | 0.57 | 0.58 | 0.09 | 1.00 |
| <i>Gambie</i> | 0.31 | 0.37 | 0.36 | 0.36 | 0.40 | 0.32 | 0.18 | 0.48 | 0.48 | 0.37 | 0.04 | 0.71 |
| <i>Ghana</i> | 0.44 | 0.58 | 0.74 | 0.11 | 0.64 | 0.66 | 0.55 | 0.85 | 0.44 | 0.97 | -0.06 | 0.92 |
| <i>Guinée-Bissau</i> | 0.40 | 0.07 | 0.28 | 0.03 | 0.35 | 0.05 | 0.08 | 0.15 | 0.36 | -0.02 | 0.13 | 0.24 |
| <i>Kenya</i> | 0.28 | 0.11 | -0.11 | 0.07 | 0.20 | 0.26 | -0.14 | 0.04 | 0.56 | 0.27 | 0.02 | 0.56 |
| <i>Lesotho</i> | 0.65 | 0.53 | 0.51 | 0.50 | 0.54 | 0.23 | 0.40 | 0.32 | 0.43 | 0.63 | -0.12 | 0.91 |
| <i>Madagascar</i> | 0.33 | 0.59 | 0.66 | 0.16 | 0.43 | 0.42 | 0.40 | 0.60 | 0.32 | 0.59 | 0.17 | 0.75 |
| <i>Malawi</i> | 0.20 | 0.32 | 0.65 | 0.27 | 0.40 | 0.17 | 0.62 | 0.51 | 0.22 | 0.51 | -0.07 | 0.40 |
| <i>Mali</i> | 0.36 | 0.38 | 0.88 | 0.25 | 0.63 | 0.26 | 0.60 | 0.94 | 0.49 | 0.81 | 0.15 | 0.62 |
| <i>Maroc</i> | 0.82 | 0.49 | 0.94 | 0.52 | 0.89 | 0.43 | 0.54 | 0.79 | 0.72 | 1.03 | 0.05 | 1.13 |
| <i>Maurice</i> | 0.65 | 0.53 | 0.51 | 0.50 | 0.54 | 0.23 | 0.40 | 0.32 | 0.43 | 0.63 | -0.12 | 0.91 |
| <i>Mauritanie</i> | 0.65 | 0.47 | 0.41 | 0.23 | 0.51 | 0.34 | 0.41 | 0.59 | 0.85 | 0.70 | 0.07 | 1.04 |
| <i>Niger</i> | 0.51 | 0.37 | 0.45 | 0.17 | 0.48 | 0.25 | 0.33 | 0.59 | 0.69 | 0.69 | 0.10 | 0.85 |
| <i>Nigeria</i> | 0.17 | 0.17 | 0.06 | 0.15 | 0.08 | 0.15 | 0.11 | 0.12 | 0.40 | 0.18 | 0.08 | 0.46 |
| <i>Rwanda</i> | 0.05 | 0.30 | 0.53 | 0.12 | 0.39 | 0.24 | 0.20 | 0.56 | 0.26 | 0.41 | 0.19 | 0.28 |
| <i>Sénégal</i> | 0.37 | 0.43 | 0.84 | 0.27 | 0.61 | 0.24 | 0.63 | 0.94 | 0.46 | 0.84 | 0.09 | 0.68 |
| <i>Seychelles</i> | 0.69 | 0.50 | 0.51 | 0.41 | 0.63 | 0.32 | 0.36 | 0.48 | 0.56 | 0.69 | 0.03 | 0.61 |
| <i>Sierra Leone</i> | -0.07 | 0.01 | -0.07 | 0.36 | -0.01 | 0.11 | -0.03 | -0.27 | -0.06 | -0.11 | -0.13 | 0.03 |
| <i>Soudan</i> | -0.06 | 0.18 | 0.12 | -0.01 | 0.23 | 0.05 | 0.10 | -0.03 | -0.03 | 0.01 | 0.06 | -0.04 |
| <i>Swaziland</i> | 0.20 | 0.40 | 0.55 | 0.46 | 0.42 | 0.31 | 0.37 | 0.25 | 0.45 | 0.61 | 0.04 | 0.82 |
| <i>Tchad</i> | 0.26 | 0.42 | 0.89 | 0.37 | 0.75 | 0.24 | 0.59 | 0.88 | 0.58 | 0.80 | 0.11 | 0.74 |
| <i>Togo</i> | 0.45 | 0.48 | 0.70 | 0.22 | 0.48 | 0.22 | 0.60 | 0.80 | 0.44 | 0.82 | 0.02 | 0.75 |
| <i>Tunisie</i> | 1.00 | 0.81 | 0.90 | 0.62 | 0.85 | 0.66 | 0.58 | 0.93 | 1.06 | 1.24 | 0.08 | 1.70 |
| <i>Zambie</i> | 0.33 | -0.01 | 0.07 | 0.33 | 0.08 | 0.06 | 0.13 | -0.08 | 0.18 | 0.04 | -0.10 | 0.27 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------|
| <i>Malawi</i> | 0.01 | -0.01 | -0.11 | 0.27 | 0.09 | -0.22 | 0.15 | 0.16 | 0.04 | 0.30 | 0.00 | 0.25 |
| <i>Mali</i> | -0.19 | 0.30 | -0.19 | -0.02 | -0.08 | -0.06 | -0.18 | 0.01 | -0.30 | 0.35 | 0.21 | 0.69 |
| <i>Maroc</i> | -0.04 | 0.00 | -0.04 | 0.17 | 0.27 | 0.08 | -0.12 | 0.25 | -0.21 | 0.18 | 0.19 | 0.69 |
| <i>Maurice</i> | -0.14 | 0.22 | -0.02 | 0.07 | 0.20 | 0.25 | -0.17 | 0.31 | -0.48 | 0.60 | -0.01 | 0.69 |
| <i>Mauritanie</i> | 0.18 | -0.17 | 0.07 | -0.48 | 0.40 | -0.19 | -0.36 | -0.01 | -0.40 | 0.04 | -0.07 | 1.12 |
| <i>Niger</i> | -0.08 | -0.13 | -0.02 | -0.12 | 0.25 | 0.01 | 0.16 | 0.05 | -0.26 | 0.23 | 0.05 | -0.36 |
| <i>Nigeria</i> | -0.02 | -0.19 | -0.01 | 0.16 | 0.11 | 0.02 | -0.56 | 0.11 | -0.34 | 0.12 | 0.00 | 0.68 |
| <i>Rwanda</i> | 0.00 | 0.07 | 0.00 | 0.05 | 0.05 | 0.03 | 0.08 | -0.03 | 0.09 | 0.06 | 0.04 | 0.03 |
| <i>Sénégal</i> | -0.31 | 0.31 | -0.12 | -0.10 | 0.35 | -0.24 | -0.23 | 0.14 | 0.13 | 0.19 | 0.18 | 0.71 |
| <i>Seychelles</i> | -0.03 | 0.04 | -0.11 | 0.21 | 0.00 | -0.06 | -0.11 | 0.03 | -0.08 | 0.30 | -0.03 | -0.03 |
| <i>Sierra Leone</i> | 0.21 | 0.04 | -0.11 | 0.33 | -0.16 | 0.02 | 0.03 | -0.05 | 0.31 | -0.11 | 0.03 | -0.01 |
| <i>Soudan</i> | 0.02 | -0.12 | -0.07 | -0.32 | 0.19 | -0.07 | -0.06 | 0.22 | -0.06 | 0.26 | 0.11 | 0.85 |
| <i>Swaziland</i> | 0.23 | -0.32 | -0.10 | 0.29 | -0.04 | 0.02 | -0.33 | 0.01 | 0.09 | -0.09 | -0.10 | 0.68 |
| <i>Tchad</i> | -0.15 | 0.02 | -0.07 | -0.07 | 0.08 | 0.12 | 0.01 | 0.06 | -0.11 | 0.03 | 0.06 | 0.18 |
| <i>Togo</i> | 0.17 | 0.16 | 0.11 | 0.12 | -0.06 | -0.12 | 0.15 | 0.17 | -0.14 | 0.06 | 0.03 | -0.14 |
| <i>Tunisie</i> | 0.03 | 0.61 | 0.07 | 0.49 | -0.21 | -0.26 | 0.05 | -0.35 | 0.29 | 0.13 | 0.01 | 0.54 |
| <i>Zambie</i> | 0.22 | 0.34 | 0.19 | 0.20 | 0.27 | -0.08 | -0.16 | -0.11 | 0.18 | 0.07 | -0.12 | 0.94 |
| <i>Zimbabwe</i> | 0.31 | -0.13 | 0.18 | 0.19 | 0.09 | -0.06 | -0.24 | -0.08 | 0.36 | -0.22 | -0.15 | 0.70 |

Tableau 10 corrélations des taux de croissance (suite)

Corrélation des croissances

| | <i>GAM</i> | <i>GHA</i> | <i>GBI</i> | <i>KEN</i> | <i>LES</i> | <i>MAD</i> | <i>MWI</i> | <i>MLI</i> | <i>MAR</i> | <i>MCE</i> | <i>MIE</i> | <i>NER</i> |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <i>Afrique du Sud</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Algérie</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Bénin</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Botswana</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Burkina Faso</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Burundi</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Cameroun</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>République Centrafricaine</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Congo-Brazzaville</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Égypte</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Gabon</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Gambie</i> | 1.00 | | | | | | | | | | | |
| <i>Ghana</i> | -0.17 | 1.00 | | | | | | | | | | |
| <i>Guinée-Bissau</i> | -0.03 | 0.01 | 1.00 | | | | | | | | | |
| <i>Kenya</i> | -0.25 | 0.14 | -0.33 | 1.00 | | | | | | | | |
| <i>Lesotho</i> | -0.02 | 0.40 | 0.06 | 0.08 | 1.00 | | | | | | | |
| <i>Madagascar</i> | -0.15 | 0.24 | -0.60 | 0.23 | -0.04 | 1.00 | | | | | | |
| <i>Malawi</i> | -0.02 | 0.12 | 0.02 | 0.28 | 0.15 | 0.13 | 1.00 | | | | | |
| <i>Mali</i> | 0.10 | -0.25 | 0.10 | -0.03 | -0.09 | 0.24 | 0.14 | 1.00 | | | | |
| <i>Maroc</i> | -0.02 | -0.11 | -0.04 | 0.09 | 0.14 | 0.04 | -0.04 | -0.03 | 1.00 | | | |
| <i>Maurice</i> | -0.03 | 0.09 | 0.52 | 0.01 | 0.66 | -0.13 | 0.04 | 0.21 | 0.17 | 1.00 | | |
| <i>Mauritanie</i> | -0.12 | 0.33 | -0.07 | -0.11 | -0.08 | 0.11 | -0.03 | 0.02 | 0.00 | 0.22 | 1.00 | |
| <i>Niger</i> | -0.15 | 0.11 | 0.03 | 0.13 | 0.00 | 0.09 | 0.15 | -0.07 | 0.14 | -0.01 | 0.26 | 1.00 |
| <i>Nigeria</i> | -0.14 | 0.28 | -0.42 | 0.28 | 0.39 | 0.30 | 0.30 | 0.15 | 0.28 | 0.21 | 0.19 | 0.30 |
| <i>Rwanda</i> | 0.03 | -0.02 | 0.01 | 0.02 | 0.05 | 0.01 | 0.18 | 0.06 | -0.09 | 0.03 | 0.02 | 0.01 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <i>Sénégal</i> | -0.19 | -0.55 | 0.25 | -0.10 | -0.66 | 0.14 | 0.00 | 0.23 | 0.29 | 0.30 | 0.14 | 0.42 |
| <i>Seychelles</i> | -0.03 | 0.19 | 0.22 | 0.16 | 0.32 | 0.16 | 0.30 | 0.27 | 0.08 | 0.26 | -0.02 | 0.05 |
| <i>Sierra Leone</i> | -0.01 | -0.10 | -0.07 | 0.21 | 0.01 | 0.03 | -0.15 | -0.25 | 0.37 | -0.06 | -0.06 | 0.00 |
| <i>Soudan</i> | 0.09 | -0.20 | 0.05 | -0.21 | -0.17 | -0.09 | 0.13 | 0.18 | -0.06 | 0.15 | 0.16 | 0.16 |
| <i>Swaziland</i> | 0.12 | 0.07 | -0.17 | 0.24 | -0.14 | 0.19 | 0.13 | -0.05 | 0.25 | -0.24 | -0.14 | -0.01 |
| <i>Tchad</i> | 0.06 | -0.02 | 0.11 | -0.11 | -0.09 | -0.11 | -0.11 | 0.08 | 0.10 | 0.02 | -0.01 | 0.05 |
| <i>Togo</i> | 0.00 | 0.20 | -0.08 | 0.17 | 0.24 | 0.00 | -0.07 | -0.03 | 0.19 | -0.18 | -0.06 | 0.11 |
| <i>Tunisie</i> | -0.10 | -0.18 | 0.11 | 0.51 | -0.47 | 0.02 | 0.27 | 0.40 | -0.14 | -0.05 | 0.02 | -0.07 |
| <i>Zambie</i> | 0.05 | 0.12 | 0.38 | 0.15 | 0.03 | -0.17 | 0.31 | -0.19 | -0.04 | 0.30 | 0.31 | 0.08 |
| <i>Zimbabwe</i> | -0.14 | 0.01 | 0.00 | 0.24 | -0.29 | -0.09 | -0.05 | -0.39 | 0.24 | -0.23 | 0.22 | 0.20 |

Tableau 10 Corrélation des taux de croissance (fin)

Corrélation des croissances

| | <i>NIA</i> | <i>RWA</i> | <i>SEN</i> | <i>SEY</i> | <i>SIE</i> | <i>SOU</i> | <i>SWA</i> | <i>TCH</i> | <i>TOG</i> | <i>TUN</i> | <i>ZAM</i> | <i>ZIM</i> |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <i>Afrique du Sud</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Algérie</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Bénin</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Botswana</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Burkina Faso</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Burundi</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Cameroun</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>République Centrafricaine</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Congo-Brazaville</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Égypte</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Gabon</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Gambie</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Ghana</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Guinée-Bissau</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Kenya</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Lesotho</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Madagascar</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Malawi</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Mali</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Maroc</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Maurice</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Mauritanie</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Niger</i> | | | | | | | | | | | | |
| <i>Nigeria</i> | 1.00 | | | | | | | | | | | |
| <i>Rwanda</i> | 0.04 | 1.00 | | | | | | | | | | |
| <i>Sénégal</i> | 0.18 | 0.40 | 1.00 | | | | | | | | | |
| <i>Seychelles</i> | 0.33 | 0.37 | -0.01 | 1 | | | | | | | | |
| <i>Sierra Leone</i> | -0.01 | -1.01 | -0.06 | 0.054 | 1 | | | | | | | |
| <i>Soudan</i> | 0.05 | 0.50 | 0.24 | -0.35 | -0.33 | 1 | | | | | | |
| <i>Swaziland</i> | 0.36 | -0.09 | -0.07 | 0.036 | 0.218 | -0.08 | 1 | | | | | |
| <i>Tchad</i> | -0.04 | -0.26 | 0.10 | -0.16 | -0.18 | 0.136 | 0.082 | 1 | | | | |
| <i>Togo</i> | 0.08 | -0.42 | -0.10 | -0.1 | 0.09 | -0.04 | 0.212 | 0.448 | 1 | | | |
| <i>Tunisie</i> | 0.12 | 0.32 | 0.10 | 0.477 | 0.014 | -0.34 | -0.18 | -0.05 | 0.204 | 1 | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|-----------------|------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|
| Zambia | 0.15 | 1.61 | 0.05 | 0.139 | -0.06 | -0.03 | 0.168 | -0.15 | -0.20 | 0.316 | 1 | |
| Zimbabwe | 0.18 | -0.53 | 0.03 | -0.21 | 0.366 | -0.15 | 0.338 | -0.01 | 0.31 | 0.111 | 0.281 | 1 |

Annexe 2 Degré d'ouverture

Tableau 11 Degré d'ouverture des économies africaines pour l'année 2000¹⁷

DEGRÉ D'OUVERTURE

| | |
|---------------|------|
| Sierra Leone | 0.02 |
| Rwanda | 0.04 |
| Algeria | 0.04 |
| Madagascar | 0.05 |
| Ethiopia | 0.05 |
| Sudan | 0.05 |
| Guinea-Bissau | 0.05 |
| Congo, Rep. | 0.07 |
| Zimbabwe | 0.07 |
| Zambia | 0.07 |
| Kenya | 0.07 |
| Cameroon | 0.08 |
| Botswana | 0.09 |
| Burundi | 0.09 |
| South Africa | 0.10 |
| Mauritanie | 0.10 |
| Guinée | 0.12 |
| Mozambique | 0.12 |
| Mali | 0.14 |
| Gabon | 0.14 |
| Maroc | 0.15 |
| Malawi | 0.17 |
| Djibouti | 0.26 |
| Swaziland | 0.30 |
| Gambia, The | 0.32 |
| Seychelles | 0.42 |

Tableau 12 Matrice des importations pour l'année 2000

| | <i>Importers</i> | | | | | | <i>Percentage of total imports</i> | | | | | | |
|--------------|------------------|------|------|------|------|------|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| | Imports | DZA | AGO | BEN | BFA | BWA | BDI | CMR | CPV | CAF | TCD | COM | ZAR |
| Algeria | DZA | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.17 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Angola | AGO | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.02 | 0.07 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 |
| Benin | BEN | 0.00 | 0.00 | ** | 0.07 | .. | 0.00 | 0.51 | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.00 | 0.00 |
| Burkina Faso | BFA | 0.00 | 0.00 | 0.48 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Botswana | BWA | .. | .. | .. | .. | ** | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Burundi | BDI | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 0.05 |

¹⁷ Les données ont été calculées à partir de World Bank Africa Database 2002. Pour les pays qui n'apparaissent pas, certaines données manquantes ne nous ont pas permis de faire les calculs pertinents. À partir des PIB et de la part du secteur des services pour l'année 2000, nous avons déterminé la valeur des biens produits dans chaque pays, puis nous avons calculé le ratio biens manufacturés importés / biens produits dans le pays.

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cameroon | CMR | 0.00 | 0.00 | 0.22 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.01 |
| Cape Verde | CPV | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Central African Republic | CAF | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.74 | 0.00 | ** | 2.35 | .. | 0.12 |
| Chad | TCD | 0.00 | .. | 0.46 | 0.02 | .. | 0.00 | 1.22 | 0.00 | 0.09 | ** | .. | 0.00 |
| Comoros | COM | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. | ** | 0.00 |
| Congo, Dem. Rep. Of | ZAR | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.08 | 0.13 | 0.00 | 0.99 | 0.00 | 0.00 | ** |
| Congo, Republic of | COG | 0.00 | 0.07 | 0.09 | 0.04 | 0.00 | 0.00 | 0.69 | 0.00 | 0.15 | 0.00 | 0.00 | 0.13 |
| Cote d'Ivoire | CIV | 0.00 | 0.00 | 0.11 | 0.15 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Djibouti | DJI | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 |
| Égypte | EGY | 0.08 | 0.00 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Equatorial Guinea | GNQ | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.50 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Eritrea | ERI | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Ethiopia | ETH | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Gabon | GAB | 0.00 | 0.01 | 0.05 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.98 | 0.00 | 0.01 | 0.01 | .. | 0.00 |
| Gambia, The | GMB | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.10 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Ghana | GHA | 0.00 | 0.02 | 0.01 | 7.02 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.04 | 0.00 | 0.00 |
| Guinea | GIN | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Guinea-Bissau | GNB | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | .. | .. | 0.00 | 0.08 | 0.00 | .. | .. | .. |
| Kenya | KEN | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 10.42 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Lesotho | LSO | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Liberia | LBR | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Libya | LBY | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Madagascar | MDG | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.37 | 0.00 |
| Malawi | MWI | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 |
| Mali | MLI | 0.00 | .. | 0.36 | 2.44 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Mauritanie | MRT | 0.11 | .. | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. | .. | 0.00 |
| Maurice | MUS | 0.00 | 0.00 | 0.32 | 3.21 | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Maroc | MAR | 0.57 | 0.00 | 2.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.79 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Mozambique | MOZ | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 |
| Namibia | NAM | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Niger | NER | 0.01 | .. | 2.49 | 3.23 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Nigeria | NGA | 0.17 | 0.00 | 0.26 | 0.05 | 0.00 | 0.00 | 0.17 | 0.00 | 0.02 | 4.33 | 0.00 | 0.00 |
| Réunion | REU | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Rwanda | RWA | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3.43 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.48 |
| Sao Tome and Principe | STP | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 0.00 |
| Senegal | SEN | 0.00 | 0.00 | 0.44 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.25 | 67.62 | 0.00 | 0.00 | 0.15 | 0.01 |
| Seychelles | SYC | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.02 | .. | .. | .. | 0.00 | 0.00 |
| Sierra Leone | SLE | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 |
| Somalia | SOM | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | .. | 0.00 |
| South Africa | ZAF | 0.00 | 0.50 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.05 | 0.11 | 0.10 | 0.02 | 0.00 | 0.00 | 0.31 |
| Sudan | SDN | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.15 | 0.45 | .. | 0.00 |
| Swaziland | SWZ | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Tanzania | TZA | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.16 | 0.02 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Togo | TGO | 0.01 | 0.05 | 0.32 | 2.79 | .. | .. | 0.06 | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.02 |
| Tunisia | TUN | 0.38 | 0.00 | 0.13 | 0.51 | 0.00 | 0.00 | 0.20 | 0.00 | 0.03 | 2.24 | 0.01 | 0.00 |
| Uganda | UGA | 0.00 | .. | .. | 0.00 | .. | 0.10 | 0.00 | .. | .. | .. | .. | 0.00 |
| Zambie | ZMB | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.79 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 |
| Zimbabwe | ZWE | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 5.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 |
| Sub-Saharan Africa | SSA | 0.30 | 0.65 | 5.63 | 19.09 | 6.55 | 14.11 | 5.64 | 67.88 | 1.49 | 7.34 | 0.55 | 1.21 |
| European Community | EEC | 66.28 | 17.29 | 32.27 | 46.58 | 75.16 | 54.60 | 62.98 | 21.90 | 80.24 | 60.79 | 52.71 | 73.90 |
| North America | NNA | 16.28 | 44.89 | 4.35 | 2.39 | 5.68 | 11.27 | 7.93 | 7.81 | 1.48 | 6.18 | 20.08 | 18.64 |
| Rest of the World | ROW | 17.14 | 37.16 | 57.75 | 31.94 | 12.61 | 20.03 | 23.45 | 2.40 | 16.79 | 25.70 | 26.67 | 6.25 |
| World | WLD | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Note: ** means "not applicable."

Tableau 12 Matrice des importations pour l'année 2000 (suite)

| Imports | Percentage of total imports | | | | | | | | | | |
|---------|-----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| | COG | CIV | DJI | EGY | GNQ | ERI | ETH | GAB | GMB | GHA | GIN |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Algeria | DZA | 0.06 | 0.82 | .. | 0.21 | 0.00 | .. | 1.80 | 0.06 | 0.00 | 0.10 | 0.32 | 0.00 |
| Angola | AGO | 0.36 | 0.60 | .. | 0.00 | .. | .. | .. | 0.03 | 0.00 | 0.90 | 0.00 | 0.00 |
| Benin | BEN | 0.01 | 1.07 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.12 | 1.42 | 0.00 | 0.01 |
| Burkina Faso | BFA | 0.00 | 3.22 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.38 | 0.00 | 0.01 |
| Botswana | BWA | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Burundi | BDI | 0.00 | 0.00 | 0.32 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | .. |
| Cameroon | CMR | 0.08 | 0.85 | 0.00 | 0.02 | 0.75 | .. | 0.00 | 0.04 | 0.00 | 0.02 | 3.77 | 0.50 |
| Cape Verde | CPV | 0.02 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.15 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Central African Republic | CAF | 0.13 | 0.03 | .. | 0.01 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Chad | TCD | 0.00 | 0.06 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 |
| Comoros | COM | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | .. |
| Congo, Dem. Rep. Of | ZAR | 0.37 | 0.80 | 0.00 | 0.01 | .. | .. | 0.00 | 0.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Congo, Republic of | COG | ** | 0.33 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.21 | 0.00 | 0.58 | 0.01 | 0.00 |
| Cote d'Ivoire | CIV | 0.17 | ** | 0.00 | 0.06 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.02 | 0.07 | 0.10 | 1.07 | 0.22 |
| Djibouti | DJI | 0.00 | 0.00 | ** | 0.07 | .. | .. | 11.46 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. |
| Égypte | EGY | 0.00 | 0.04 | 0.00 | ** | 0.00 | .. | 3.08 | 0.00 | 0.00 | 0.14 | 0.00 | 0.00 |
| Equatorial Guinea | GNQ | 0.00 | 0.47 | .. | 0.00 | ** | .. | .. | 0.04 | 0.00 | .. | .. | .. |
| Eritrea | ERI | .. | .. | .. | .. | .. | ** | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Ethiopia | ETH | 0.00 | 0.00 | 4.37 | 0.02 | .. | .. | ** | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Gabon | GAB | 0.06 | 0.40 | .. | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.02 | .. |
| Gambia, The | GMB | 0.00 | 0.30 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | ** | 0.04 | 0.00 | 0.09 |
| Ghana | GHA | 0.00 | 3.36 | .. | 0.06 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.42 | ** | 0.01 | .. |
| Guinea | GIN | 0.15 | 1.33 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.10 | 1.01 | 0.01 | ** | 0.02 |
| Guinea-Bissau | GNB | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | .. | .. | .. | .. | 0.67 | 0.00 | 0.00 | ** |
| Kenya | KEN | 0.00 | 0.07 | 0.04 | 0.18 | 0.00 | .. | 0.28 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Lesotho | LSO | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Liberia | LBR | 0.00 | 1.03 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.02 | 0.00 |
| Libya | LBY | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.93 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | .. |
| Madagascar | MDG | 0.00 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Malawi | MWI | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Mali | MLI | 0.00 | 5.17 | .. | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.08 | 0.00 | 0.02 | 0.00 |
| Mauritanie | MRT | 0.00 | 0.16 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.23 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Maurice | MUS | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.08 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Maroc | MAR | 0.00 | 0.41 | 0.00 | 0.27 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.59 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Mozambique | MOZ | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Namibia | NAM | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Niger | NER | 0.00 | 0.83 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.35 | 0.00 | 0.00 |
| Nigeria | NGA | 0.01 | 1.00 | 0.00 | 0.07 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.02 | 4.61 | 0.80 | 0.00 |
| Réunion | REU | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Rwanda | RWA | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.11 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Sao Tome and Principe | STP | 0.00 | 0.02 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.03 | .. | 0.00 | .. | 0.00 |
| Senegal | SEN | 0.11 | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.10 | 0.36 | 0.16 | 0.01 | 0.00 |
| Seychelles | SYC | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Sierra Leone | SLE | 0.00 | 0.22 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Somalia | SOM | 0.00 | 0.00 | 55.56 | 0.01 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| South Africa | ZAF | 0.14 | 0.24 | .. | 0.28 | .. | .. | 0.15 | 0.13 | 4.65 | 0.26 | 0.00 | 0.00 |
| Sudan | SDN | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.45 | .. | .. | 0.05 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Swaziland | SWZ | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Tanzania | TZA | 0.00 | 0.01 | 0.01 | 0.07 | 0.00 | .. | 0.63 | 0.01 | 1.21 | 0.00 | 0.01 | 0.00 |
| Togo | TGO | 0.00 | 2.20 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.02 | 0.06 | 0.00 | 16.63 | 0.00 | 0.25 |
| Tunisia | TUN | 0.01 | 0.44 | 0.00 | 0.65 | 0.00 | .. | 0.03 | 0.04 | 0.00 | 0.06 | 0.05 | 0.17 |
| Uganda | UGA | 0.00 | 0.00 | .. | 0.02 | .. | .. | 0.01 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. |
| Zambia | ZMB | 0.00 | 0.00 | 0.24 | 0.01 | .. | .. | 0.01 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.01 | .. |
| Zimbabwe | ZWE | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | .. | .. | 0.44 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Sub-Saharan Africa | SSA | 1.63 | 23.85 | 60.59 | 1.57 | 0.78 | .. | 13.18 | 1.04 | 9.12 | 25.51 | 6.76 | 1.10 |
| European Community | EEC | 11.18 | 47.55 | 8.55 | 52.61 | 55.23 | .. | 42.90 | 23.06 | 69.85 | 46.21 | 50.01 | 4.53 |
| North America | NNA | 15.92 | 11.03 | 0.27 | 15.00 | 12.94 | .. | 6.50 | 53.22 | 1.43 | 12.73 | 15.20 | 0.49 |
| Rest of the World | ROW | 71.28 | 17.57 | 30.59 | 30.82 | 31.05 | .. | 37.41 | 22.68 | 19.61 | 15.54 | 28.04 | 93.88 |
| World | WLD | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | .. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Note: ** means "not applicable."

Tableau 12 Matrice des importations pour l'année 2000 (suite)

| | Imports | KEN | LSO | LBR | LBY | MDG | MWI | MLI | MRT | MUS | MAR | MOZ | NAM |
|--------------------------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Algérie | DZA | 0.00 | 0.00 | 0.04 | 0.01 | 1.94 | 0.00 | 0.00 | 0.40 | 0.00 | 0.11 | 0.00 | .. |
| Angola | AGO | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.13 | .. |
| Benin | BEN | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.08 | 0.00 | 0.00 |
| Burkina Faso | BFA | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.11 | 0.00 | 0.00 | 1.02 | 0.08 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Botswana | BWA | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Burundi | BDI | 0.37 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Cameroon | CMR | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 1.62 | 0.02 | 0.04 | 0.00 | 0.70 |
| Cape Verde | CPV | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Central African Republic | CAF | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.05 |
| Chad | TCD | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Comoros | COM | 0.20 | .. | .. | .. | 0.10 | .. | .. | .. | 0.06 | 0.00 | .. | .. |
| Congo, Dem. Rep. Of | ZAR | 1.83 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.21 | 0.00 | 0.04 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Congo, Republic of | COG | 0.07 | .. | 0.02 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 1.40 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | .. |
| Cote d'Ivoire | CIV | 0.03 | 0.00 | 0.39 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 1.64 | 3.92 | 0.03 | 0.09 | 0.00 | .. |
| Djibouti | DJI | 0.15 | .. | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Égypte | EGY | 4.24 | 0.00 | 0.70 | 0.51 | 0.01 | 1.65 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.09 | 0.00 | 0.01 |
| Equatorial Guinea | GNQ | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.10 | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Eritrea | ERI | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Ethiopia | ETH | 0.99 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Gabon | GAB | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.09 | 0.02 | 0.10 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Gambia, The | GMB | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. |
| Ghana | GHA | 0.02 | 0.00 | 0.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.36 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Guinea | GIN | 0.01 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Guinea-Bissau | GNB | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. |
| Kenya | KEN | ** | 0.00 | 1.61 | 0.00 | 0.05 | 0.03 | 0.00 | 0.02 | 0.21 | 0.00 | 0.25 | 0.00 |
| Lesotho | LSO | .. | ** | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Liberia | LBR | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 2.29 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Libya | LBY | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.39 | 0.00 | .. |
| Madagascar | MDG | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 4.89 | 0.02 | 0.00 | 0.00 |
| Malawi | MWI | 0.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.01 | 0.08 | 0.00 | 2.73 | 0.00 |
| Mali | MLI | 0.02 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.13 | 0.01 | 0.00 | .. | .. |
| Mauritanie | MRT | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Maurice | MUS | 0.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3.53 | 0.24 | 4.44 | 0.00 | ** | 0.03 | 0.44 | 0.04 |
| Maroc | MAR | 0.00 | .. | 0.00 | 0.22 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.04 | ** | 0.00 | 0.00 |
| Mozambique | MOZ | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.15 | .. | 0.00 | 0.04 | 0.00 | ** | 0.55 |
| Namibia | NAM | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | ** |
| Niger | NER | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.59 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. |
| Nigeria | NGA | 0.16 | 0.00 | 0.03 | 0.03 | 0.00 | 0.03 | 1.48 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 2.49 |
| Réunion | REU | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Rwanda | RWA | 2.72 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.10 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Sao Tome and Principe | STP | 0.00 | .. | .. | .. | 0.01 | .. | .. | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. |
| Senegal | SEN | 0.00 | .. | 0.19 | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.05 | 0.00 | 0.14 | 0.00 | 0.00 |
| Seychelles | SYC | 0.14 | .. | 0.00 | .. | 0.20 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.36 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Sierra Leone | SLE | 0.01 | 0.00 | 0.41 | 0.00 | 0.00 | 0.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Somalia | SOM | 1.86 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| South Africa | ZAF | 0.35 | 0.00 | 0.07 | 0.00 | 0.35 | 20.55 | 1.03 | 0.00 | 0.58 | 0.04 | 13.24 | 0.00 |
| Sudan | SDN | 2.72 | 0.00 | .. | 0.02 | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Swaziland | SWZ | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Tanzania | TZA | 4.34 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.41 | 0.01 | 0.00 | 0.19 | 0.00 | 0.03 | 0.03 |
| Togo | TGO | 0.00 | .. | 0.12 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.26 | 2.08 | 0.06 | 0.00 | 0.01 | .. |
| Tunisia | TUN | 0.05 | 0.00 | 0.10 | 2.27 | 0.01 | 0.25 | 1.60 | 0.03 | 0.00 | 0.74 | 0.00 | 0.00 |
| Uganda | UGA | 17.96 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.40 | .. | .. | 0.05 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Zambia | ZMB | 0.13 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.06 | 0.53 | 0.00 | 0.00 | 0.24 | 0.00 | 2.20 | 0.24 |
| Zimbabwe | ZWE | 0.30 | 2.16 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.93 | 0.37 | 0.00 | 0.37 | 0.00 | 16.02 | 1.01 |
| Sub-Saharan Africa | SSA | 34.99 | 2.23 | 2.99 | 0.16 | 4.39 | 24.78 | 10.91 | 12.23 | 7.36 | 0.45 | 35.07 | 5.12 |
| European Community | EEC | 34.38 | 12.21 | 61.96 | 85.36 | 56.31 | 31.18 | 37.75 | 61.87 | 65.44 | 67.55 | 37.46 | 76.82 |
| North America | NNA | 5.70 | 85.00 | 7.56 | 0.00 | 17.47 | 13.40 | 13.60 | 0.09 | 18.73 | 6.25 | 6.01 | 14.50 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-----|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|------|
| Rest of the World | ROW | 24.94 | 0.56 | 27.49 | 14.48 | 21.83 | 30.64 | 37.74 | 25.80 | 8.48 | 25.75 | 21.45 | 3.55 |
| World | WLD | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Note: ** means "not applicable."

Tableau 12 Matrice des importations pour l'année 2000 (suite)

| | Imports | Percentage of total imports | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|---------|-----------------------------|------|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | | NER | NGA | REU | RWA | STP | SEN | SYC | SLE | SOM | ZAF | SDN | SWZ |
| Algérie | DZA | 0.07 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.04 | 0.05 | 0.00 |
| Angola | AGO | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.07 | 0.00 | .. |
| Benin | BEN | 0.95 | 0.04 | .. | 0.08 | 0.00 | 0.86 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.30 |
| Burkina Faso | BFA | 0.24 | 0.08 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.44 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.00 |
| Botswana | BWA | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Burundi | BDI | 0.00 | 0.00 | .. | 1.39 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Cameroon | CMR | 0.00 | 0.89 | .. | 0.00 | 0.00 | 1.42 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.00 | 0.02 |
| Cape Verde | CPV | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.18 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Central African Republic | CAF | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.07 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. |
| Chad | TCD | 0.10 | 0.08 | .. | 0.00 | .. | 0.18 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Comoros | COM | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.03 | .. | .. |
| Congo, Dem. Rep. Of | ZAR | 0.00 | 0.35 | .. | 1.73 | .. | 0.03 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.43 | 0.00 | .. |
| Congo, Republic of | COG | 0.00 | 0.02 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.82 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.00 | 0.00 |
| Cote d'Ivoire | CIV | 0.01 | 2.80 | .. | 0.00 | 0.00 | 2.25 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.12 | 0.00 | 0.00 |
| Djibouti | DJI | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.30 | 0.01 | 0.00 | .. |
| Égypte | EGY | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.68 | 0.07 | 2.17 | 0.00 |
| Equatorial Guinea | GNQ | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 0.05 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. |
| Eritrea | ERI | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Ethiopia | ETH | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.04 | 0.13 | 0.00 |
| Gabon | GAB | 0.00 | 0.04 | .. | 0.00 | 0.05 | 0.76 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.07 | .. | 0.00 |
| Gambia, The | GMB | 0.00 | 0.00 | .. | .. | .. | 4.50 | .. | 0.26 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Ghana | GHA | 0.73 | 2.54 | .. | 0.01 | 0.00 | 0.37 | 0.00 | 0.00 | 0.08 | 0.33 | 0.00 | 0.00 |
| Guinea | GIN | 0.00 | 0.02 | .. | 0.00 | 0.00 | 1.64 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | .. | .. |
| Guinea-Bissau | GNB | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 1.83 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 |
| Kenya | KEN | 0.00 | 0.01 | .. | 0.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.05 | 0.75 | 0.11 | 0.00 |
| Lesotho | LSO | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Liberia | LBR | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 1.19 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. |
| Libya | LBY | 0.11 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. |
| Madagascar | MDG | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.03 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.15 | 0.00 | 0.01 |
| Malawi | MWI | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.82 | 0.00 | 0.00 |
| Mali | MLI | 0.09 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 6.80 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.14 | 0.00 | .. |
| Mauritanie | MRT | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 2.32 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.01 |
| Maurice | MUS | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.52 | 0.00 | 0.00 | 0.98 | 0.01 | 1.84 |
| Maroc | MAR | 0.00 | 0.35 | .. | 0.00 | .. | 0.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.17 | 0.00 | 0.00 |
| Mozambique | MOZ | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 1.34 | 0.00 | 3.25 |
| Namibia | NAM | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Niger | NER | ** | 0.12 | .. | 0.00 | .. | 0.22 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Nigeria | NGA | 18.31 | ** | .. | 0.11 | 0.00 | 0.42 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.35 | 0.00 | 0.09 |
| Réunion | REU | .. | .. | ** | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Rwanda | RWA | 0.00 | 0.00 | .. | ** | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.00 |
| Sao Tome and Principe | STP | .. | 0.00 | .. | .. | ** | .. | .. | .. | 0.00 | 0.00 | .. | .. |
| Senegal | SEN | 0.00 | 1.24 | .. | 0.00 | .. | ** | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.04 | 0.00 | 0.01 |
| Seychelles | SYC | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | ** | .. | 0.00 | 0.11 | 0.00 | 0.14 |
| Sierra Leone | SLE | 0.00 | 0.05 | .. | .. | .. | 0.50 | .. | ** | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. |
| Somalia | SOM | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | ** | 0.00 | 0.04 | 0.03 |
| South Africa | ZAF | 0.00 | 1.17 | .. | 1.47 | 0.00 | 0.00 | 1.00 | 1.45 | 0.00 | ** | 4.51 | 0.00 |
| Sudan | SDN | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.02 | ** | .. |
| Swaziland | SWZ | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | ** |
| Tanzania | TZA | 0.11 | 0.00 | .. | 0.22 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.55 | 0.02 | 3.97 |
| Togo | TGO | 0.07 | 0.12 | .. | 0.06 | .. | 1.06 | .. | 0.00 | .. | 0.01 | 0.00 | .. |
| Tunisia | TUN | 0.02 | 0.00 | .. | 0.02 | 0.00 | 0.22 | 0.47 | 0.00 | 0.91 | 0.02 | 0.25 | 0.03 |
| Uganda | UGA | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | .. | 0.36 | 0.17 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-----|-------|-------|----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Zambia | ZMB | 0.04 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.04 | 0.01 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 1.96 | 0.00 | 1.52 |
| Zimbabwe | ZWE | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 2.41 | 0.00 | 3.83 |
| Sub-Saharan Africa | SSA | 20.65 | 9.59 | .. | 5.34 | 0.14 | 27.97 | 1.55 | 1.79 | 0.83 | 12.28 | 4.81 | 15.02 |
| European Community | EEC | 18.87 | 25.04 | .. | 56.09 | 69.49 | 51.86 | 78.66 | 90.05 | 0.73 | 41.05 | 9.30 | 36.61 |
| North America | NNA | 1.91 | 45.32 | .. | 8.43 | 7.26 | 1.91 | 4.34 | 5.62 | 0.44 | 14.75 | 0.10 | 17.79 |
| Rest of the World | ROW | 58.57 | 20.06 | .. | 30.14 | 23.11 | 18.26 | 15.46 | 2.53 | 98.00 | 31.93 | 85.79 | 30.58 |
| World | WLD | 100 | 100 | .. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Note: ** means "not applicable."

Tableau 12 Matrice des importations pour l'année 2000 (fin)

| | Imports | TZA | TGO | TUN | UGA | ZMB | ZWE | SSA | EEC | NNA | ROW | World |
|--------------------------|---------|------|-------|------|------|-------|-------|------|------|------|------|-------|
| Algeria | DZA | 0.02 | 0.30 | 1.04 | 3.01 | 0.00 | 0.23 | 0.20 | 0.28 | 0.12 | 0.08 | 0.15 |
| Angola | AGO | 0.05 | .. | 0.00 | .. | 0.05 | 0.39 | 0.40 | 0.05 | 0.02 | 0.02 | 0.03 |
| Benin | BEN | 0.00 | 18.89 | 0.02 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.19 | 0.03 | 0.00 | 0.02 | 0.02 |
| Burkina Faso | BFA | 0.00 | 3.64 | 0.05 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.21 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Botswana | BWA | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Burundi | BDI | 1.46 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.92 | 0.06 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Cameroon | CMR | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.35 | 0.04 | 0.01 | 0.01 | 0.02 |
| Cape Verde | CPV | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Central African Republic | CAF | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Chad | TCD | 0.00 | 0.01 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Comoros | COM | 0.01 | 0.00 | 0.00 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Congo, Dem. Rep. Of | ZAR | 1.18 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.51 | 0.34 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Congo, Republic of | COG | 0.04 | 0.32 | 0.02 | 0.03 | 0.01 | 0.13 | 0.11 | 0.02 | 0.01 | 0.01 | 0.01 |
| Cote d'Ivoire | CIV | 0.27 | 0.65 | 0.06 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.77 | 0.05 | 0.01 | 0.02 | 0.04 |
| Djibouti | DJI | 0.01 | .. | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Égypte | EGY | 0.11 | 0.49 | 0.58 | 0.03 | 0.02 | 0.17 | 0.33 | 0.36 | 0.34 | 0.30 | 0.33 |
| Equatorial Guinea | GNQ | 0.00 | 0.02 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.04 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.00 |
| Eritrea | ERI | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Ethiopia | ETH | 0.09 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.02 | 0.05 | 0.02 | 0.01 | 0.03 | 0.03 |
| Gabon | GAB | 0.00 | 0.39 | 0.03 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.05 | 0.01 | 0.00 | 0.02 |
| Gambia, The | GMB | 0.00 | 0.00 | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.05 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 |
| Ghana | GHA | 0.03 | 6.58 | 0.03 | 0.02 | 0.79 | 0.21 | 0.90 | 0.06 | 0.02 | 0.02 | 0.05 |
| Guinea | GIN | 0.00 | 0.12 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.02 | 0.01 | 0.01 | 0.01 |
| Guinea-Bissau | GNB | 0.00 | 0.00 | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Kenya | KEN | 5.09 | 0.01 | 0.01 | 0.34 | 0.58 | 0.30 | 0.33 | 0.04 | 0.03 | 0.06 | 0.05 |
| Lesotho | LSO | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Liberia | LBR | 0.00 | 0.09 | 1.15 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.15 | 0.10 | 0.00 | 0.10 | 0.08 |
| Libya | LBY | 0.00 | 0.00 | 4.50 | 0.00 | 0.00 | 0.09 | 0.46 | 0.12 | 0.00 | 0.03 | 0.06 |
| Madagascar | MDG | 0.01 | 0.00 | 0.02 | 0.01 | 0.02 | 0.01 | 0.14 | 0.02 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Malawi | MWI | 1.48 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 8.00 | 4.63 | 0.44 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 |
| Mali | MLI | 0.03 | 0.99 | 0.02 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.33 | 0.02 | 0.00 | 0.02 | 0.02 |
| Mauritanie | MRT | 0.00 | 0.00 | 0.03 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.05 | 0.02 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Maurice | MUS | 0.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.02 | 0.34 | 0.38 | 0.03 | 0.01 | 0.03 | 0.03 |
| Maroc | MAR | 0.00 | 0.00 | 0.43 | 0.00 | 0.00 | 0.11 | 0.41 | 0.35 | 0.07 | 0.11 | 0.19 |
| Mozambique | MOZ | 0.13 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.06 | 0.26 | 0.44 | 0.01 | 0.00 | 0.02 | 0.02 |
| Namibia | NAM | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Niger | NER | 0.00 | 2.50 | 0.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.10 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Nigeria | NGA | 0.03 | 8.43 | 0.03 | 0.00 | 0.01 | 0.33 | 0.44 | 0.18 | 0.07 | 0.11 | 0.13 |
| Réunion | REU | .. | .. | .. | .. | .. | .. | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. |
| Rwanda | RWA | 0.58 | 0.00 | 0.00 | 0.59 | 0.37 | 0.02 | 0.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Sao Tome and Principe | STP | 0.00 | .. | 0.00 | .. | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Senegal | SEN | 0.03 | 0.14 | 0.16 | 0.00 | 0.00 | 0.03 | 0.39 | 0.03 | 0.01 | 0.01 | 0.02 |
| Seychelles | SYC | 0.01 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.05 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| Sierra Leone | SLE | 0.01 | 0.09 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.03 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Somalia | SOM | 0.06 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.13 | 0.00 | 0.00 | 0.01 | 0.01 |
| South Africa | ZAF | 2.12 | 4.59 | 0.13 | 1.04 | 26.08 | 13.18 | 1.13 | 0.54 | 0.32 | 0.37 | 0.43 |
| Sudan | SDN | 0.05 | 0.12 | 0.01 | 0.09 | 0.00 | 0.26 | 0.10 | 0.02 | 0.00 | 0.03 | 0.02 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Swaziland | SWZ | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Tanzania | TZA | ** | 0.00 | 0.00 | 1.59 | 0.31 | 0.23 | 0.31 | 0.02 | 0.01 | 0.02 | 0.02 | 0.02 |
| Togo | TGO | 0.01 | ** | 0.02 | .. | 0.00 | 0.00 | 0.47 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.02 | 0.02 |
| Tunisia | TUN | 0.00 | 0.00 | ** | 0.13 | 0.01 | 0.06 | 0.55 | 0.28 | 0.04 | 0.05 | 0.13 | 0.13 |
| Uganda | UGA | 3.35 | .. | 0.00 | ** | 0.21 | 0.11 | 0.47 | 0.01 | 0.00 | 0.01 | 0.01 | 0.01 |
| Zambia | ZMB | 3.80 | 0.00 | 0.00 | 0.04 | ** | 3.48 | 0.75 | 0.01 | 0.01 | 0.00 | 0.02 | 0.02 |
| Zimbabwe | ZWE | 0.41 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3.31 | ** | 0.94 | 0.01 | 0.01 | 0.02 | 0.03 | 0.03 |
| Sub-Saharan Africa | SSA | 20.45 | 47.60 | 1.89 | 3.80 | 40.78 | 24.61 | 11.48 | 1.47 | 0.60 | 1.01 | 1.25 | 1.25 |
| European Community | EEC | 37.37 | 17.30 | 79.77 | 58.35 | 20.96 | 34.30 | 35.56 | 60.04 | 18.25 | 22.74 | 34.61 | 34.61 |
| North America | NNA | 4.26 | 3.10 | 1.79 | 9.08 | 2.73 | 6.63 | 23.31 | 11.46 | 35.13 | 26.25 | 22.80 | 22.80 |
| Rest of the World | ROW | 37.91 | 32.00 | 16.56 | 28.78 | 35.54 | 34.46 | 29.65 | 27.03 | 46.03 | 49.99 | 41.34 | 41.34 |
| World | WLD | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Note: ** means "not applicable."

Source: Données du FMI sur la direction des échanges

Annexe 3 Degré de diversification et structure industrielle des économies

Tableau 13 Part des secteurs dans les économies africaines pour la décennie 1990-2000

| | AGR | IND | MAN | SER |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Afrique du sud | 3.66 | 32.35 | 17.03 | 41.80 |
| Algérie | 10.08 | 45.55 | 8.98 | 25.46 |
| Angola | 10.78 | 55.23 | 4.18 | 19.66 |
| Bénin | 36.62 | 13.77 | 7.82 | 35.60 |
| Botswana | 4.05 | 49.61 | 4.38 | 36.28 |
| Burkina Faso | 34.18 | 20.62 | 13.17 | 31.19 |
| Burundi | 47.52 | 17.11 | 8.70 | 19.99 |
| Cameroun | 35.81 | 24.46 | 10.39 | 27.15 |
| Cap Vert | 12.69 | 19.78 | 8.64 | 50.02 |
| Centrafrique | 45.96 | 18.92 | 8.66 | 20.53 |
| Comores | 39.13 | 12.73 | 4.17 | 33.94 |
| Congo Brazza. | 9.88 | 44.02 | 6.11 | 29.28 |
| Cote d'Ivoire | 29.74 | 21.86 | 16.92 | 36.16 |
| Djibouti | 3.02 | 15.51 | 2.99 | 51.21 |
| Égypte. | 16.28 | 29.85 | 15.18 | 34.31 |
| Erythrée | 13.52 | 21.84 | 9.16 | 35.13 |
| Éthiopie | 50.50 | 10.32 | 5.55 | 24.13 |
| Gabon | 7.66 | 46.57 | 4.91 | 31.47 |
| Gambie | 25.21 | 11.43 | 4.73 | 34.22 |
| Ghana | 39.13 | 21.98 | 8.28 | 27.76 |
| Guinée | 22.26 | 32.14 | 3.81 | 29.66 |
| Guinée Équatoriale | 37.30 | 35.32 | 3.79 | 10.54 |
| Guinée Bissau | 54.49 | 12.36 | 6.42 | 21.18 |
| Kenya | 24.09 | 15.25 | 8.77 | 34.92 |
| Lesotho | 15.79 | 32.95 | 12.81 | 26.92 |
| Madagascar | 30.54 | 12.80 | 8.33 | 35.88 |
| Malawi | 34.17 | 20.45 | 12.88 | 28.48 |
| Mali | 42.67 | 15.43 | 5.29 | 23.48 |
| Maroc | 16.52 | 32.06 | 15.93 | 37.76 |
| Maurice | 7.88 | 28.18 | 18.86 | 37.24 |
| Mauritanie | 23.18 | 26.78 | 8.69 | 28.41 |
| Mozambique | 30.11 | 18.58 | 8.27 | 30.60 |
| Namibie | 10.05 | 27.66 | 9.73 | 38.49 |
| Niger | 39.32 | 17.39 | 5.86 | 30.99 |
| Nigeria | 30.21 | 45.13 | 4.32 | 16.10 |
| Ouganda | 44.55 | 13.25 | 6.22 | 25.11 |
| RDC | 50.05 | 21.95 | 4.78 | 17.16 |
| Rwanda | 40.22 | 19.58 | 11.46 | 23.16 |
| Sao Tome e Principe | 24.95 | 18.33 | 4.70 | 41.98 |
| Sénégal | 18.98 | 21.08 | 13.49 | 42.29 |
| Seychelles | 3.78 | 19.65 | 11.31 | 54.75 |
| Sierra Leone | 40.12 | 23.18 | 4.47 | 20.79 |
| Somalie | 62.74 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | |
|------------------|-------|-------|-------|-------|
| Soudan | 39.98 | 10.23 | 6.74 | 43.14 |
| Swaziland | 12.15 | 34.32 | 23.42 | 23.09 |
| Tanzanie | 42.89 | 14.26 | 6.34 | 25.76 |
| Tchad | 34.28 | 13.77 | 9.72 | 33.59 |
| Togo | 38.13 | 22.14 | 8.74 | 28.41 |
| Tunisie | 13.80 | 28.89 | 16.27 | 42.60 |
| Zambie | 19.31 | 35.96 | 15.32 | 28.85 |
| Zimbabwe | 15.34 | 27.78 | 16.96 | 34.98 |
| Moyenne | 27.36 | 23.83 | 10.42 | 42.72 |

Annexe 4 Déficit/Surplus et consolidation des réserves de change

Tableau 14 Déficit/Surplus et consolidation des réserves de change sur la période 1995-2000

| <i>Pays</i> | <i>Déficit/Surplus</i> | <i>Consolidation des réserves de change (mois)</i> |
|----------------------------------|------------------------|--|
| <i>Afrique du Sud</i> | -4.78 | 2 |
| <i>Algérie</i> | 1.55 | 7 |
| <i>Angola</i> | -17.34 | 1 |
| <i>Bénin</i> | -3.94 | 5 |
| <i>Botswana</i> | 1.05 | 24 |
| <i>Burkina Faso</i> | -11.42 | 6 |
| <i>Burundi</i> | -6.92 | 8 |
| <i>Cameroun</i> | -1.72 | 0 |
| <i>République Centrafricaine</i> | -8.19 | 9 |
| <i>Cap Vert</i> | -19.47 | 1 |
| <i>Congo-Brazaville</i> | -8.02 | 0 |
| <i>Comores</i> | -11.84 | 6 |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | -3.02 | 2 |
| <i>Djibouti</i> | -8.63 | 3 |
| <i>Égypte</i> | -2.05 | 10 |
| <i>Érythrée</i> | -43.85 | 1 |
| <i>Éthiopie</i> | -9.43 | 4 |
| <i>Gabon</i> | -1.13 | 1 |
| <i>Gambie</i> | -6.74 | 5 |
| <i>Ghana</i> | -9.13 | 2 |
| <i>Guinée</i> | -5.58 | 2 |
| <i>Guinée Équatoriale</i> | -2.15 | 0 |
| <i>Guinée-Bissau</i> | -20.86 | 3 |
| <i>Kenya</i> | -2.35 | 2 |
| <i>Lesotho</i> | -4.41 | 6 |
| <i>Liberia</i> | .. | .. |
| <i>Libye</i> | .. | .. |
| <i>Madagascar</i> | -8.38 | 2 |
| <i>Malawi</i> | -11.36 | 3 |
| <i>Mali</i> | -9.12 | 4 |
| <i>Maroc</i> | -4.31 | 4 |
| <i>Maurice</i> | -5.25 | 3 |
| <i>Mauritanie</i> | 1.32 | 4 |
| <i>Mozambique</i> | -12.30 | 4 |
| <i>Namibie</i> | -3.82 | 1 |
| <i>Niger</i> | -7.37 | 2 |
| <i>Nigeria</i> | 0.90 | 4 |
| <i>Ouganda</i> | 6.97 | 15 |
| <i>RDC</i> | 1.23 | 14 |
| <i>Rwanda</i> | -10.48 | 4 |
| <i>Sao Tome e Principe</i> | -50.26 | 3 |
| <i>Sénégal</i> | -3.11 | 2 |
| <i>Seychelles</i> | -12.24 | 1 |
| <i>Sierra Leone</i> | -11.35 | 3 |

| | | |
|------------------|--------|----|
| Somalie | .. | .. |
| Soudan | -1.57 | 1 |
| Swaziland | -1.00 | 3 |
| Tanzanie | -3.66 | 3 |
| Tchad | -10.65 | 3 |
| Togo | -4.94 | 2 |
| Tunisie | -6.53 | 2 |
| Zambie | -9.14 | 1 |
| Zimbabwe | -11.14 | 2 |

Bibliographie

BCEAO (2000), "Enjeux et perspectives de l'intégration monétaire en Afrique". Conférence sur l'Économie du Développement, organisée par la Banque mondiale et le Conseil d'Analyse Économique. Communication de Monsieur Boukary ADJI, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Paris, 26-28 juin 2000.

Bayoumi, T. and B. Eichengreen (1994), "One Money or Many? Analyzing the Prospects for Monetary Unification in Various Parts of the World", Princeton Studies in International Finance, no.76, September 1994.

Beine, M. (1999), "L'Union Économique et Monétaire Européenne à la lumière de la théorie des zones monétaires optimales : une revue de la littérature", Cahiers Économiques de Bruxelles, no. 162, pp. 149-202.

Beine, M. et F. Docquier (1998), "A Stochastic Simulation Model of an Optimum Currency Area", Open Economies Review, Vol. 9.

Beine, M. et S. Coulombe (2001), "Should Canadian Regions Adopt the US Dollar?", Department of Economics of the University of Ottawa, working Paper #0106E.

Canzoneri, M. B. et C.A. Rogers (1990), "Is European Community an Optimal Currency Area? Optimal taxation versus the Cost of Multiple Currencies", American Economic Review, Vol. 80. No. 3, June 1990.

Cobham, David et P. Robson (1993), "Monetary Integration in Africa: A Deliberately European Perspective", World Development, Vol. 22, no. 3, pp. 285-

299.

Commerce Extérieur (2000), publication bimensuelle de l'Office Belge du Commerce extérieur, no 12/2000.

Commission Économique pour l'Afrique (1998), "Repenser le développement en Afrique Centrale. Faire de l'intégration régionale un puissant moteur du développement au niveau national", DCSR_AC, décembre 1998.

Devarajan, S. et J. De Melo (1987), "Evaluating Participation in African Monetary Unions: A Statistical Analysis of the CFA Zones", World development, Vol. 15, no. 4, pp.483-496.

Diop, C. A. (1955), Nations nègres et culture, Présence Africaine, Paris.

(1960), L'unité culturelle de l'Afrique Noire, Présence Africaine, Paris.

East African Standard (1998), no. du 2 décembre 1998.

Eichengreen, B. (1991), "Is Europe an Optimal Currency Area?", NBER WP#3579, January 1991.

Frankel, J. A. et A. K. Rose (1996), "The Endogeneity of the Optimum Currency Area Criteria", NBER WP#5700, August 1996.

Ghosh, Arish R. et Holger C. Wolf (1994), "How Many Monies? A Genetic Approach to Finding Optimum Currency Areas", NBER WP#4805, July 1994.

Goodhart, Charles A. E. (1998), "The Two Concepts of Money: Implications for the Analysis of Optimal Currency Areas", European Journal of Political Economy, Vol. 14, pp.407-432.

Ingram, J.C. (1969), “Comment: The Currency Area Problem”, dans: Mundell, R et A. Swoboda, éditeurs. Monetary Problems in the International Economy, University of Chicago, Chicago.

Kenen, P. B. (1969), “ The Theory of Optimum Currency Areas: an Eclectic View”, dans: Mundell, R et A. Swoboda, éditeurs. Monetary Problems in the International Economy, University of Chicago, Chicago.

Krugman, P. (1993), “Lessons of Massachusetts for EMU”, dans : Torres, F. et F. Giavazzi, éditeurs. Adjustment and Growth in the European Monetary Union, Cambridge University Press, Cambridge.

L’Intelligent (2002a), no.2142 du 29 janvier au 4 février 2002.

(2002b), no.2162 du 17 au 23 juin 2002.

(2002c), no.2163 du 24 au 30 juin 2002.

Lacroix, R. (1972), “Résumé des discussions”, dans : Tremblay, R., éditeur. Afrique et Intégration monétaire, Les Éditions HRW, Montréal.

Lafrance, R. et P. St-Amant (1999), “Optimal Currency Areas : a Review of the Recent Litterature”, Banque du Canada, document de travail 99-16.

Lissouba, P. (1997), Congo : les fruits de la passion partagée, Odilon Média, Paris.

Masson, P. et C. Pattilo (2001), “Monetary Union in West Africa: is it Desirable and How Could it Be Achieved?”, IMF Occasional Paper 204, Washington D.C.

McKinnon, R. (1963), “Optimum Currency Areas”, American Economic Review, Vol. 53, pp. 715-725.

Méltz, Jacques (1995), “The Current Impasse in Research on Optimum Currency Areas”, European Economic Review, Vol. 39, pp.492-500.

Mundell, R.(1961), “A Theory of Optimum Currency Areas”, American Economic Review, Vol. 51, pp. 657-665, Septembre 1961.

(1972), “African Currency Problems”, dans : Tremblay, R., éditeur. Afrique et Intégration monétaire, Les Éditions HRW, Montréal.

(1973), “Uncommon Arguments for Common Currencies”, dans: Johnson, H. G. et A. K. Swoboda, éditeurs. The Economics of Common Currencies, George Allen & Unwin Ltd, London.

Nana-Sikam, S. (1978), Monetary Integration and Theory of Optimum Currency Areas in Africa, Mouton Publishers, The Hague.

NPDA (2001), “le Nouveau partenariat pour le Développement de l’Afrique” traduction provisoire, tiré du site de la présidence de la République du Sénégal (www.presidence.sn), octobre 2001.

Pisani-Ferry, Jean (1997), “Intégration monétaire et géométrie variable”, Revue Économique, Vol. 48, no. 3, pp. 495-505.

Ricci, L. A. (1997), “A Model of an Optimum Currency Area”, IMF WP/97/76, June 1997.

Sala-I-Martin, X. et J. Sachs (1991), “Fiscal Federalism and Optimum Currency Areas: Evidence for Europe from the United States”, NBER WP #3855, October 1991.

Salvatore, Dominick (2000), “Robert Mundell – Three Brilliant Ideas, One Nobel”, Journal of Policy Modelling, Vol. 22, no.3, pp. 305-309, May 2000.

Seccareccia, M. (2001), "Is the Canadian Dollar Destined to disappear?",
à paraître.

Tavlas, George S. (1993), "The Theory of Optimum Currency Areas Revisited", Finance & Development, June 1993, Vol. 30, no. 2, pp. 32-35.

Tchundjang, P.J. (1981), Monnaie, servitude et liberté : la répression monétaire de l'Afrique, Jeune Afrique, Paris.

The National Post (2001), no. du 16 décembre 2001, "Do we want a world currency?".